



*Vous ne changerez jamais les choses en combattant ce qui existe déjà. Pour changer les choses, construisez un nouveau modèle qui rendra l'ancien obsolète.*

Richard Buckminster Fuller (1895-1983)

# Commencements

**Charlotte Debray** Société en quête d'avenir

**Joseph Országh** De l'eau pour tous

**Marco Ernani** Eduquer à la paix

**Thierry Groussin** Se libérer de la voiture

**Guillaume Dhérissard / Dominique Olivier** Faire territoire

**REVUE DE PRESSE** La puissance inexploitée du consentement de la communauté.

7

TRIMESTRIEL

PRINTEMPS

2015

## *Puissance inexploitée*

*Bienvenue dans la nouvelle formule de Commencements! Si la forme et le support diffèrent, l'esprit reste le même: recueillir et sonder les analyses, les expériences, les modes de vie, les modèles économiques et sociaux qui peuvent être fondateurs d'un avenir heureux et durable.*

*En manière d'ouverture, Charlotte Debray nous présente la démarche prospective de la FONDA et esquisse les grandes tendances qui, au sein d'une combinaison hautement instable, peuvent nous conduire vers des futurs contrastés.*

*Ensuite, Joseph Országh nous parle de l'avenir de l'eau, cette ressource fondamentale, la plus intime de la vie, ce liquide précieux que nous souillons sans vergogne et dont la disponibilité apparemment infinie n'est qu'une illusion funeste.*

*Au rebours de notre histoire dominante de concurrences et de compétitions exacerbées, le Brésilien Marco Ernani vient nous parler de la paix. Comment éradiquer les ferments de violence du sein même de l'institution scolaire afin de peupler la société de citoyens tout autant pacifiques que debout ?*

*Modeste exemple d'une évolution personnelle de mode de vie, je témoigne ensuite de mon expérience de plusieurs années d'une vie heureuse sans voiture.*

*Puis, Dominique Olivier et Guillaume Dhérissard abordent de leurs points de vue respectifs un sujet qui nous est cher: cet espace étrangement à construire ou reconstruire qu'est le territoire.*

*Enfin, nous inaugurons une rubrique « revue de presse » en publiant la traduction d'un article récent de notre ami Rob Hopkins. Nous y avons reconnu un écho aux propos de Dominique Olivier et Guillaume Dhérissard sur la nécessaire distinction entre légalité et légitimité.*

*Un fil rouge relie-t-il des témoignages aussi divers qu'ont rassemblés ici le hasard des rencontres, des échanges et des calendriers ? Celui qui m'apparaît d'évidence est du registre de notre pouvoir.*

*C'est nous - si nous reprenons la terminologie de la FONDA - qui pouvons favoriser le basculement de notre société vers plus ou moins de fragmentation, de fluidité ou d'empathie. C'est nous, individuellement et collectivement, qui pouvons préserver l'eau de l'avenir. C'est nous qui pouvons choisir que notre société fasse la part la plus belle à l'agressivité ou à la paix. C'est nous, encore, qui, en infléchissant notre façon de vivre - sans attendre lois et règlements - pouvons réduire pollutions et consommations énergétiques, et même reprendre en main notre santé. C'est nous qui pouvons redonner vie aux territoires, ces lieux irremplaçables de notre identité et de la renaissance sociale et économique espérée.*

*Concluant à point nommé ce septième numéro, l'article de Rob Hopkins, dès son titre, met l'accent sur notre « puissance inexploitée ».*

*Thierry Groussin.*



## Charlotte Debray Société en quête d'avenir

### Bio Express

*Tombée dans la marmite associative en 1996, Charlotte Debray a été parmi les premiers volontaires d'Unis-Cité, où elle restée investie à différents titres pendant douze ans. Attachée au rapprochement du monde associatif de celui de l'entreprise, elle a travaillé pour de grands groupes, au cœur des politiques de mécénat ou de RSE. Depuis 2010, elle a rejoint la Fonda, où elle coordonne les travaux du laboratoire d'idées au service des associations.*

#### **Pourquoi la FONDA a-t-elle réalisé l'étude prospective « Faire ensemble 2020 » ?**

Le monde associatif joue un rôle important, pour ne pas dire essentiel, au sein de la société française. On dénombre 1,3 million d'associations actives, animées par près de 13 millions de bénévoles et 1,8 millions de salariés : 5 % de l'emploi, soit autant que le BTP. Le poids économique du secteur associatif a été estimé à 85 milliards d'euros en 2011 – et ce chiffre est resté stable en 2012. Les associations ont ainsi contribué à hauteur de 3,2 % au PIB, soit un poids équivalent à celui de l'agriculture et des industries agricoles et alimentaires<sup>1</sup>. Elles interviennent dans tous les champs des activités humaines, de la création d'entreprise à la défense des droits de l'Homme, en passant par le sport, la culture, ou la prise en charge des personnes fragilisées... Agents économiques, acteurs de la cohésion sociale et piliers de la vitalité démocratique, elles jouissent dans l'opinion publique d'un capital de confiance sans égal. Près de neuf Français sur dix ont une bonne opinion des associations, alors que les Français sont beaucoup plus réservés en ce qui concerne les syndicats et la classe politique<sup>2</sup>.

Tout ce qui affecte la société impacte le monde associatif directement,

que ce soit dans la définition et la réalisation de ses objectifs sociaux ou à travers ce qui motive le bénévolat. Or, nous sommes entrés dans une époque de transformations à la fois profondes et contradictoires. Cela crée une opacité à travers laquelle il est parfois difficile de voir plus loin que le bout de son nez. Compte tenu de la mission de la Fonda, il s'agissait pour nous, tout d'abord, de donner des éclairages aux dirigeants du monde associatif. Faire de la prospective, c'est comprendre le présent, explorer tous les futurs possibles et construire un futur souhaitable. Compte tenu de son champ d'investigation - un 360 ° sociétal - et de la méthode employée, il s'avère que notre étude a produit des résultats tout aussi intéressants et pertinents pour des chefs d'entreprise ou des responsables politiques que l'avenir intéresse.

#### **Quelle a été votre méthode de travail ?**

Elle a d'abord consisté à rassembler du matériel de qualité en interrogeant des responsables du monde associatif, des prospectivistes de renom, des experts, des dirigeants. En suivant une démarche assez classique, nous avons exploré avec eux les tendances structurantes de six grands systèmes : le politique, la société, l'individu, la technologie et la connaissance, l'environnement, l'économie. Ensuite, il

<sup>1</sup> Le paysage associatif, Viviane Tchernonog, Dalloz, 2013

<sup>2</sup> Sondage Harris Interactive-Marianne, mai 2013

s'est agi d'organiser le matériau recueilli pour dégager des tendances transversales à ces systèmes, qui permettent de donner une lisibilité à ce qui se passe sous la surface des choix politiques, des événements et des comportements. Qui permettent aussi de discerner les modèles de société vers lesquels peuvent nous conduire tel ou tel choix.

### **Quel a été votre premier constat à l'issue de ce travail ?**

Notre premier constat a été que rien n'est joué. La société d'aujourd'hui est un mélange hautement instable qui peut basculer dans des directions opposées. Notre étude n'a donc pas une valeur prédictive: « dans les prochaines années, il va se passer ceci ou cela, etc. ». Elle nous dit plutôt: « Attention! Des tendances contradictoires cohabitent, il faut être d'une vigilance permanente. »

D'une part, pour discerner ce qui peut à un moment prendre le dessus. D'autre part, pour se mobiliser face à des dérives possibles et renforcer l'influence des valeurs dont le monde associatif est porteur.

### **En toile de fond, vous avez aussi distingué trois facteurs-clés : la jeunesse, le numérique, l'environnement...**

L'environnement est notre problème vital, qu'il s'agisse de l'exploitation des ressources naturelles ou de nos rejets dans le sol, l'air ou l'eau. Au rythme actuel, il faudra une deuxième planète Terre en 2035. La sobriété s'impose comme une évidence, mais c'est une profonde remise en cause de nos modes de vie et de consommation. Comment conjuguer responsabilité individuelle et collective ? Co-voiturage, circuits courts, économie circulaire, échanges de pair à pair, économie des biens communs: quels modèles économiques inventer et comment les faire prévaloir sur ceux issus de l'ancien monde ?

Le numérique: un tiers de l'humanité a désormais accès à la Toile. L'accès direct à l'information et à la connaissance bouscule les rapports sociaux traditionnels. L'ensemble des activités humaines - marchandes, financières, éducatives, professionnelles, sociales, culturelles - se retrouve dans le cyber-espace. Les rapports humains à distance, les communautés virtuelles se multiplient. Peut-on prendre appui sur ce monde pour réinventer des espaces de « reliance » et d'expression démocratique, de nouvelles formes d'organisation sociale favorisant l'autonomie des individus et leur pouvoir d'agir collectivement ? Verrons-nous la montée en puissance de nouveaux modèles économiques fondés sur l'usage et le partage ?



Les jeunes générations, les « digital native », se sont éveillées avec le numérique. Elles ont le réflexe de la connexion, sont multi-culturelles, ouvertes sur le monde. Elles sont aussi les premières à se trouver à la fois bien diplômées et confrontées à la montée du chômage et aux emplois précaires. Elles entretiennent des relations ambiguës avec leurs aînés, les règles et les organisations que ceux-ci ont créées et tentent de faire perdurer, et avec les valeurs qu'ils ont gardées des Trente Glorieuses. Aux systèmes pyramidaux, descendants et autoritaires, ils préfèrent la société des pairs, conçoivent et adoptent des modèles collaboratifs et ascendants. Alors, les aînés ont tendance à les voir comme un problème. Et si, plutôt qu'un problème, ces jeunes « inadaptés » étaient la solution ? Ils peuvent constituer la force de changement considérable dont nous avons besoin.

**Vos travaux vous ont permis de dégager de grandes tendances: quelles sont-elles et que nous disent-elles ?**

Nous avons dégagé trois courants, trois faisceaux de tendances, auxquels nous avons donné les noms de « Fragmentation », « Fluidité » et « Empathie ». Comme je vous le disais, elles ont des aspects contradictoires et elles sont en quelque sorte en compétition et parfois en complicité au sein de notre société. Je vais les évoquer à travers quelques-uns de leurs éléments, sans prétendre à être exhaustive.

La tendance « Fragmentation » est aujourd'hui la plus repérable et elle peut paraître la plus puissante. Nous l'avons ainsi nommée car elle désigne notamment des phénomènes de dé-construction sociale. D'une société issue des Trente glorieuses, qui avait du « liant », qui adhérerait globalement à un modèle social, on passe à une société faite en quelque sorte d'« îlots ». Cela s'exprime à travers des phénomènes

tels que le primat croissant donné à la compétition, le creusement des inégalités de revenu, de patrimoine ou de pouvoir. Cela s'exprime aussi à travers des faits divers tels que, face à l'augmentation du nombre de SDF, les mesures prises ici et là non pour les aider mais pour les refouler. La tendance « Fragmentation », c'est la société à deux et même à plusieurs vitesses, la montée des égoïsmes individuels et des égoïsmes de classe, la gentrification de certains quartiers et la multiplication des ghettos, des zones de non-droit, etc. Parmi les causes culturelles sous-jacentes à la fragmentation, on peut évoquer la perte de conscience des mécanismes de mutualité, qui conduit par exemple à la marchandisation de la protection sociale.

La tendance à la fragmentation peut paraître la plus puissante aujourd'hui et elle l'est, mais justement, à cause de cela, elle peut susciter aussi des réactions qui l'affaibliront, un peu comme des anticorps ou un système immunitaire sont stimulés par le danger.

**La « Fluidité » me paraît plus ambiguë...**

Si la fragmentation était plutôt tournée vers le passé, les tendances qui alimentent le courant de la fluidité proposent un modèle de société ancré dans le présent. Si la fragmentation était dans la verticalité, la fluidité se situe plutôt dans une horizontalité.

Le courant de la fluidité, c'est le bouleversement du rapport aux choses, au temps et à l'espace. Il est alimenté par le numérique et la libre circulation de l'information. Comme son nom l'indique, il rend les choses, les gens, les idées, les organisations plus fluides. C'est, par exemple, la mobilité, la multi-appartenance des individus, la porosité des frontières et les alliances entre acteurs, dans une logique d'instrumentalisation réciproque mais équilibrée, la concertation voire la gouvernance à plusieurs - les Grenelle... - la territorialisation des



politiques publiques, une certaine prise de conscience des enjeux environnementaux.... C'est aussi la mondialisation des marchés, la dérégulation des flux financiers, la déterritorialisation...

La fluidité a ses bons et ses mauvais côtés. C'est le contraire de la rigidité handicapante. C'est la capacité de s'adapter, de se transformer, d'être mobile géographiquement, professionnellement, d'inventer de nouvelles solutions... C'est un facteur de résilience, de survie.

### **Le courant de « l'Empathie » est réconfortant...**

Si la fluidité nous ancre dans l'instant présent, le courant de l'empathie est plutôt tourné vers le futur. On pourrait dater ce courant de la montée en puissance du développement durable, modèle de croissance fondé sur une gouvernance ouverte et transparente, et des activités tenant compte de leurs effets sociaux, économique et environnementaux.

L'empathie est ce qui crée du lien entre les êtres humains et, dans le paysage que nous avons brossé, c'est un lien qui tend à s'élargir jusqu'à englober l'environnement. C'est le souci des autres et du milieu où l'on vit. L'empathie nous incline à prendre soin de ce qui

nous entoure, à la fois les humains et l'écosystème. Elle se traduit par le développement des systèmes collaboratifs, des logiques de partage. Elle incite à dépasser les cloisonnements pour tisser des alliances intersectorielles. Elle réintègre dans ce que nous devons prendre en compte les générations qui ne sont pas encore là. Sobriété, démocratie, empowerment, influence des pairs, usage et partage plutôt que propriété, économie des biens communs, modèles d'innovation ascendants... C'est la société de la connaissance : plus on la partage plus on s'enrichit.

L'empathie est dans un modèle qui combine horizontalité et logiques ascendantes. Elle reconnaît à l'individu sa capacité à être moteur de sa propre trajectoire et de l'action collective. Elle fait également du collectif un espace d'épanouissement et de développement personnel et professionnel. Il est indéniable que c'est le courant humanisant, le courant de l'espoir, celui que nous avons envie de soutenir et de faire gagner.

### **Vous avez aussi distingué trois « zones » de questionnements critiques...**

Ce sont comme des curseurs dont la position aura un effet sur la société à venir : l'individu et le collectif, les territoires et les réseaux, la société et l'inclusion. Ce sont des domaines qui bougent, où des réajustements se cherchent. Allons-nous vers plus d'individualisme ou allons-nous recouvrer une capacité à tisser du collectif ? Allons-nous vers une société qui réinvente l'inclusion sociale ou qui poursuit sur la route de la fragmentation ? Allons-nous vers des territoires de repli ou au contraire, tout en étant ré-appropriés par leurs acteurs, fonctionnant en réseau ?

### **J'ai bien noté que le titre de votre étude est « Faire ensemble**

**2020 ». Il ne s'agit pas seulement de rendre lisible mais aussi d'agir. Que va-t-il se passer en aval de cette étude ?**

En premier lieu, nous nous efforçons de faire connaître ces travaux et de favoriser leur appropriation par les responsables associatifs. Cela se traduit par de nombreuses interventions publiques, la mise en place d'un site Internet<sup>3</sup> dédié à l'exploration des tendances structurantes pour demain, et la création d'un jeu de cartes<sup>4</sup> qui engage au débat.

En 2014, quatre rencontres-débats et quatre numéros de la Tribune Fonda ont permis d'éclairer des transformations structurantes pour le fait associatif. Un groupe de travail a auditionné une quinzaine d'organisations afin de mettre en lumière de nouvelles pratiques de gouvernance associative. Nous avons exploré le modèle des « communs de la connaissance » via onze cas pratiques. Un centre de ressources en ligne est en train de se structurer autour du « Pouvoir d'agir ». Nous avons partagé les enseignements de Faire ensemble 2020 dans le cadre de plus de 50 rencontres publiques et 24 séances d'initiation au jeu.

L'année 2015 sera tout aussi dynamique. Parmi plusieurs projets importants, la Fonda se mobilisera pour animer les déclinaisons territoriales de Faire ensemble 2020 en Rhône-Alpes et si possible en Alsace et en Nord-Pas-de-Calais. Nous confronterons notre vision prospective avec celles du Medef et de France stratégie. Nous mènerons, en lien avec Futuribles, une étude sur les défis et opportunités qui s'offrent à l'Economie Sociale et Solidaire face au vieillissement démographique. Et, bien sûr, nous continuerons à partager nos travaux avec une large diversité d'acteurs.

*Propos recueillis par Thierry Groussin.*

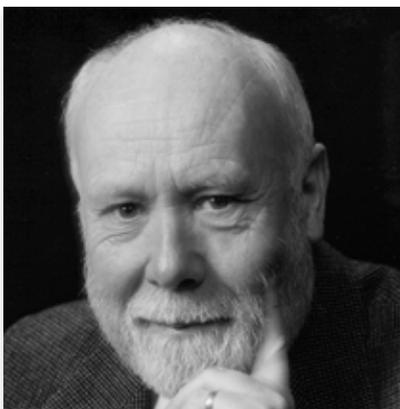
---

<sup>3</sup> <http://faireensemble2020.org/>

<sup>4</sup> <http://www.fonda.asso.fr/Bon-de-commande-en-ligne-Jeu-de.html>

*Pour en savoir davantage :*  
<http://faireensemble2020.org>  
<http://www.fonda.asso.fr>





## Joseph Országh De l'eau pour tous

### Quel a été le point de départ de vos travaux ?

Dès la fin des années 1950, je me suis posé beaucoup de questions sur le devenir de notre planète. Face à l'euphorie de la science triomphante, je sentais une sorte de malaise indéfinissable lié au développement technique qui accaparait, sans ménagement, toutes les ressources disponibles. J'étais en désaccord avec mes collègues qui croyaient que la science finirait par résoudre tous les problèmes de l'humanité. Comme mes patrons scientifiques, je me suis d'abord efforcé de publier n'importe quoi, même si je n'avais rien à dire. J'étais donc heureux de partir en Afrique tropicale pour pouvoir prendre mes distances par rapport à ces préoccupations. C'est là que j'ai brutalement été mis en contact avec la réalité des choses, et notamment avec les problèmes de l'eau. Pendant que les pluies tropicales tombaient à verse, à Lubumbashi, des semaines durant, les robinets des maisons étaient désespérément à sec. L'idée de récupérer l'eau de pluie pour usage domestique s'imposait d'elle-même. C'était le point de départ d'une démarche scientifique à laquelle j'ai consacré les trente dernières années de ma carrière. Depuis la mise à la retraite, je continue toujours dans la même voie.

## Bio Express

*Né à Budapest en 1937, József Országh part pour la Belgique au moment de la révolution de 1956. Peu après avoir obtenu son doctorat en sciences chimiques de l'Université Libre de Bruxelles en 1969, il est détaché à l'université nationale du Zaïre dans le cadre de la coopération interuniversitaire. En 1975, chef de travaux à l'université de Mons-Hainaut, il poursuit des missions au Zaïre et au Burundi, où il développe une expertise en énergies renouvelables. En 1989, il devient membre de la commission des eaux de la région Wallonne. En retraite depuis 2002, il continue à mettre en œuvre et à promouvoir des méthodes durables de gestion de l'eau. Son objectif est de permettre aux citoyens et aux collectivités de devenir autonomes en eau, notamment par l'utilisation de l'eau de pluie.*

### Votre approche semble particulièrement holistique et multidisciplinaire.

J'appartiens à la catégorie des scientifiques « touche à tout » qui, au lieu d'approfondir un seul domaine de connaissances, préfèrent adopter une vision globale enveloppant plusieurs secteurs scientifiques. Au fil de ma carrière, j'ai réalisé qu'avec le cloisonnement entre les spécialités, on passe facilement à côté de solutions intéressantes. C'est pourquoi je me suis efforcé de développer une activité complémentaire à celle des spécialistes. Ne pas être spécialiste m'a valu d'être privé des financements offerts par les décideurs académiques, politiques et industriels. Mais cela m'a permis de chercher des solutions sans me préoccuper des intérêts de tel ou tel groupe. Le manque de moyens financiers m'a contraint à chercher, et aussi à trouver, les solutions techniques les moins onéreuses.

Solutions qui se sont avérées les plus efficaces et les plus simples. Tout au long de ma carrière, j'ai pu constater l'efficacité d'une approche libre de toute contrainte, et j'ai découvert des évidences cachées par les idées et les dogmes scientifiques dominants.

## **Vos propositions n'ont guère été retenues par les décideurs. Quelle peut en être la raison ?**

Dans un monde où les activités humaines sont soumises à la dictature de l'argent, les solutions techniques qui ne promettent pas de réaliser des bénéfices financiers sont plutôt mal vues et mises de côté. Les moyens pour la sauvegarde de la biosphère et la protection de l'environnement ne sont admis que dans la mesure où ils peuvent générer du profit. On peut comprendre ainsi l'indifférence des décideurs politiques et économiques à l'égard de mes travaux. Ainsi notre travail d'aide au public, à travers le site [www.eautarcie.org](http://www.eautarcie.org), sous forme de conseils utiles et orientés vers la sauvegarde de l'environnement n'a jamais bénéficié de la moindre aide.

## **Comment en êtes-vous venu à vous intéresser aux eaux usées ?**

Dès mon installation en Afrique, les problèmes d'eau étaient présents. Il a d'abord fallu résoudre celui de l'eau potable. C'est ainsi que je me suis lancé dans les recherches sur la valorisation de l'eau de pluie. D'un autre côté, l'eau consommée par la population devient eau usée. Donc le nouveau centre d'intérêt – si j'ose m'exprimer ainsi – coulait de source. En matière de recherche sur les eaux usées, je réclame la paternité de la découverte d'une corrélation capitale : la gestion durable de l'eau est intimement liée à celle de la biomasse. Il n'y a pas de production alimentaire durable sans gestion durable des eaux usées. C'est la clef de la fin de nos problèmes d'alimentation et d'eau.

Dans les années 1950-1960, les habitations ne comportaient pas de toilettes à chasse d'eau, mais disposaient d'un trou avec une planche au fond de la cour. Les gens allaient « à la cour » et non « aux toilettes ». Régulièrement, les agriculteurs venaient vidanger ces dispositifs pour

fertiliser leurs cultures avec les déjections humaines. Les premiers égouts, on ne s'en souvient généralement pas, ne contenaient que des eaux savonneuses - que l'on appelle les « eaux-grises » - issues de lessives et de vaisselles. Il n'y avait pas d'eaux fécales. Les techniciens de ces époques installaient des égouts non étanches car ils étaient conscients que les eaux ne devaient pas être rejetées dans les rivières, mais plutôt infiltrées dans le sol.

## **La faute à la généralisation des toilettes à chasse d'eau ?**

En un certain sens, oui. Je tiens cependant à préciser que je ne suis pas un adepte inconditionnel des toilettes sèches, qui ont leur place aussi. Mais assurément la généralisation des W-C a fait déraiper la science du génie sanitaire. La production d'« eaux-vannes » (eaux issues des W-C) a changé fondamentalement la composition des eaux usées. Si les eaux-grises (savonneuses) pouvaient être infiltrées dans le sol sans la moindre nuisance environnementale, les eaux vannes y ont apporté de l'azote, du phosphore et beaucoup de bactéries de contamination fécale. Dans l'esprit des techniciens, l'épuration des eaux s'est alors imposée, alors que même à cette époque, d'autres solutions auraient pu être envisagées. Mais a prévalu l'idée simpliste que plus on épure les eaux fécales, plus on protège l'environnement. C'est totalement faux : en fait, mieux on épure, plus on pollue et plus on endommage l'environnement.

Il ne faut pas pour autant abandonner le W-C à chasse d'eau. En effet, une proportion croissante de la population mondiale vit et vivra de plus en plus dans des villes de plusieurs dizaines de millions d'habitants. Dans les immeubles construits en hauteur, l'usage des toilettes sèches est difficile à imaginer. On installera d'ailleurs de préférence des toilettes à litière bio-maîtrisée. Et, grâce à la collecte sélective des eaux-vannes, les déjections humaines se transformeront



intégralement en humus pour le sol.

Le passage au nouveau système de gestion des eaux usées ne changera rien au niveau des habitants des villes. On continuera à utiliser les W-C à chasse économe en eau, dont les eaux arriveront dans un réseau d'égouts séparé.

L'important c'est abandonner l'idée d'épurer les eaux usées. Dès le moment où les eaux-vannes sont traitées sélectivement, l'épuration des eaux-grises n'est plus nécessaire, même avec les plantes. Dans les régions sèches, les techniques de phyto-épuration, en évaporant beaucoup d'eau, gaspillent une ressource précieuse. Dans ces régions, les eaux-grises peuvent et doivent servir à l'irrigation des plantes, sans

le moindre traitement préalable.

### **Quelles sont alors les solutions alternatives ?**

Notre système, baptisé « Sainéco », (abréviation d'asSAINissement ECOlogique) pourrait remplacer le système actuel du « tout à l'égout ». Il ne s'agit pas d'une épuration plus performante, mais d'une façon différente de concevoir la science du génie sanitaire. Très peu de gens réalisent que le système du tout à l'égout obéit exactement à la même logique que celle du « tout à la poubelle ». De nos jours, la pertinence du tri sélectif des déchets urbains n'est pourtant plus contestée.

Mais les conséquences du tout-à-l'égout sont plus graves, car ce système compromet la production alimentaire mondiale des générations futures. En effet, les eaux usées urbaines sont le mélange de deux types d'eaux différentes : les eaux dites grises contenant savons et détergents, et les eaux fécales (eaux-vannes) qui contiennent de la matière organique et des bactéries. Le fait de les mélanger a un poids environnemental démesuré qu'aucune épuration, si performante soit-elle ne peut alléger, elle va plutôt l'aggraver.

A l'analyse, les eaux fécales contiennent 99% de bactéries, 90% de phosphore et 98% d'azote. Ces éléments, après épuration, constituent une menace pour le milieu récepteur.

Parallèlement, lorsqu'on compare les volumes respectifs des eaux fécales, des eaux grises et celui de la charge polluante, on constate que les déjections humaines ne représentent que 1% du volume total des eaux usées. En d'autres termes, c'est dans ce un pour cent que se trouve concentrée la presque totalité des polluants les plus nuisibles pour l'environnement. Je le répète : aussi surprenant que cela puisse

paraître, nos déjections ne deviennent pollution qu'après épuration !  
**Vu sous cet angle, c'est le monde à l'envers. Comment en sommes-nous arrivés là ?**

Dans l'agriculture moderne, suivant une logique de séparation et de spécialisation des activités, les productions animales et végétales ont été dissociées. La destruction massive de la biomasse, aussi bien en agriculture qu'en épuration, soustrait à la biosphère la matière première indispensable à la formation de l'humus pour le sol.<sup>1</sup> L'agriculture, notre base alimentaire, a progressivement abandonné la fertilisation organique et les pratiques agro-sylvo-pastorales éprouvées. En utilisant des engrais chimiques et du lisier d'élevage, l'homme est sorti de la biosphère.

Tout comme les déjections des animaux, celles des humains sont rejetées dans l'eau. Les premières produisent du lisier, les secondes sont acheminées en station d'épuration. Les eaux traitées sont ensuite déversées dans les rivières. Quant aux boues d'épuration (une matière organique dégradée) elles sont en partie incinérées, en partie recyclées dans l'agriculture. Leur teneur en nitrates et phosphates s'ajoutent à la fertilisation chimique, dont une partie rejoint les nappes phréatiques sous forme de pollution. Parallèlement, sous prétexte de « valorisation énergétique », on détruit aussi la biomasse végétale. Les conséquences directes et indirectes sont multiples. Les engrais chimiques, le lisier d'élevage et les boues d'épuration engendrent la pollution des nappes phréatiques et privent le sol de l'humus précieux.

De plus, les eaux rejetées par les stations d'épuration contribuent au phénomène d'eutrophisation (la multiplication excessive des algues dans l'eau d'une rivière, d'un lac ou de la mer). Le milieu aquatique est alors asphyxié : les poissons ont de plus en plus de mal à y survivre. Mais, je répète, le plus grand dommage à l'environnement a lieu quand

la biomasse des déjections animales et humaines, ainsi que celle des végétaux ne retourne plus dans le processus de formation de l'humus pour le sol. Il en résulte une grave dégradation des terres arables, hypothéquant l'alimentation de demain.

**Les lessives ont-elles aussi un fort impact sur l'eau et sur l'environnement ?**

Les eaux savonneuses (lessives, vaisselles, bains, nettoyage) ne sont nuisibles à l'environnement que si elles sont déversées dans un égout et/ou épurées en station. Dès le moment où l'on passe au traitement sélectif des eaux usées, une situation nouvelle se présente. Après traitement simplifié, (dégrillage, déshuilage, décantation et clarification à la lumière du jour - la photo-épuration -), les eaux savonneuses peuvent servir à l'irrigation des champs et à l'alimentation de la nappe phréatique par infiltration dans le sol. Si elles ne servent pas à l'irrigation, elles peuvent alimenter des zones humides à écoulement lent, avant de rejoindre la rivière dans un état proche de l'eau potable.

Bien entendu, la valorisation des eaux-grises collectées sélectivement exigera de nouvelles études, des mesures et examens de laboratoire en vue d'interdire la commercialisation des produits susceptibles de nuire aux plantes pendant l'irrigation. Avec les expériences déjà réalisées, on peut affirmer que les produits actuellement commercialisés, utilisés avec un certain discernement, ne constituent pas une menace pour les plantes et la vie du sol. Quand je parle de « discernement », j'entends par là, l'absence de l'usage massif de produits oxydants (fertilisants) et de biocides.

D'autre part, plus nous lavons nos vêtements, plus nous polluons l'eau. Un excès de propreté a un poids environnemental important. Entre la tenue sale et la propreté obsessionnelle, il convient de trouver le bon

---

<sup>1</sup> On pourra également se reporter à « Le sol, la vie, la terre » l'entrevue de Lydia et Claude Bourguignon publiée dans « Commencements » n°3.

compromis qui protège au mieux notre environnement et préserve notre santé et notre bien-être.

**La pollution diffuse a déjà atteint nos réserves d'eau potable. Dans ce contexte, est-il possible d'avoir accès à une eau potable de qualité ?**

Contrairement aux idées reçues, même dans les régions les plus défavorisées, il ne devrait pas y avoir de pénurie d'eau potable. Le fait que plus de trois milliards d'humains n'y aient actuellement pas accès est la conséquence directe de l'application de l'idéologie hygiéniste héritée du XIX<sup>ème</sup> siècle. Un être humain n'a besoin, en eau de qualité rigoureusement potable, que de cinq litres par jour, pour la boisson et la cuisson de ses aliments. Pour tous les autres usages, de l'eau de moindre qualité convient parfaitement. Le jour où il sera admis qu'il faut adapter la qualité de l'eau aux usages, les pénuries d'eau potable disparaîtront, même pour les populations les plus défavorisées. A partir de l'eau « impropre à la consommation », produire cinq litres d'eau potable par jour, avec des moyens techniques simples, ne demande pas d'investissement important. Il faut cependant abandonner la volonté de distribuer à tout prix de l'eau potable pour tous les usages domestiques.

**Vous évoquiez plus haut des techniques diffusées sur votre site internet. Quelles sont-elles ?**

En zone périurbaine et rurale, l'utilisateur aura le choix entre l'utilisation des toilettes sèches et l'installation des fosses à vidanger, uniquement pour les eaux-vannes issues des W-C. Les eaux-grises produites par les ménages seront déversées dans un système de dispersion dans le sol ou utilisées pour l'irrigation des plantes. Bien que l'usage d'une bonne toilette sèche soit l'option la moins chère et la plus efficace, elle ne doit

pas être obligatoire. Les usagers des W-C déverseront les eaux-vannes dans une fosse à vidanger à destination du centre d'imprégnation et de compostage. L'enlèvement des eaux-vannes entraînera évidemment des coûts que les usagers des toilettes sèches n'auront pas à déboursier.

En zone urbaine, la collecte et le traitement sélectifs des eaux-grises et des eaux-vannes doit se faire par dédoublement du réseau d'égouts. Les égouts existants draineraient uniquement

les eaux-grises et les eaux de pluie de la voirie vers une station d'épuration simplifiée. En l'absence d'eaux fécales, les eaux savonneuses subiraient un traitement adapté à leur valorisation ultérieure, comme mentionné ci-dessus. La mise en application de ce nouveau système ne changera



rien au niveau de l'utilisateur, qui pourra continuer à utiliser des W-C avec chasse d'eau économe en eau.

Enfin, dans les régions sèches et arides, ainsi qu'en périodes estivales, après dégrillage, déshuilage et décantation, la totalité des eaux-grises produites par les villes pourrait être conduite vers les terres agricoles pour en assurer l'irrigation. En effet, sans les eaux vannes, ces eaux ne présentent plus de danger sanitaire ni de risque de pollution de la nappe phréatique.

**Si l'on dispose d'un petit jardin, on pourra non seulement polluer moins, mais aussi consommer moins d'eau.**

Sur notre site [www.eautarcie.org](http://www.eautarcie.org), nous exposons comment rendre l'habitation autonome en eau. Grâce à ce système, le confort n'est pas sacrifié à l'aune des préoccupations environnementales.

Mais un problème existe au niveau des lois sur le traitement des eaux usées. La plupart des systèmes conseillés par nos soins sont interdits par les lois, ou bien non connus des fonctionnaires appelés à appliquer les lois. Dans les faits, il est interdit de tenter de supprimer la pollution à la source. Dans le meilleur des cas, on admet la valorisation de l'eau de pluie, uniquement pour arroser le jardin et pour les lavages extérieurs, pour les chasses de W-C, après désinfection (en France), pour les lessives (en Belgique), mais on déconseille formellement son usage pour l'hygiène personnelle et encore plus pour usage alimentaire. Lorsque malgré les interdictions, certaines familles finissent par installer un de nos systèmes, elles sont exposées à des tracasseries administratives, voire à des amendes. Si des analyses démontrent l'absence de pollution, l'administration finit par « tolérer » l'usage du système « non conforme » installé, mais l'utilisateur doit continuer à payer la taxe pour les égouts. En fait, les familles les plus motivées pour

la protection de l'environnement sont contraintes de payer pour la pollution des autres !

La conclusion s'impose d'elle-même : les lois actuelles sur l'eau, ce n'est pas l'environnement, ni l'intérêt de l'état, de la communauté et de l'utilisateur qu'elles défendent, mais uniquement le marché de l'épuration.

### **En pratique...**

Dans une maison équipée du système « Pluvalor », les habitants utilisent l'eau de pluie qui tombe sur le toit de la maison pour tous les usages, même pour la boisson et l'alimentation. L'eau usée produite (uniquement des eaux-grises) est valorisée dans le jardin. En été, elle sert à l'irrigation des plantes, sans le moindre traitement préalable. En hiver, après passage dans une fosse, elle est dispersée dans le sol. Le W-C classique à chasse d'eau est remplacé par une toilette sèche à litière bio-maîtrisée. Cette toilette trouve sa place, même dans les maisons les plus luxueuses, et offre un confort équivalent à celui offert par un W-C classique.

Dans des toilettes à litière bio-maîtrisée, à la place de l'eau, on ajoute des déchets de végétaux\* aux déjections humaines pour empêcher le dégagement des odeurs, grâce à l'inhibition des réactions enzymatiques par la cellulose végétale. Le mélange de déjections et de la cellulose végétale fait démarrer le processus de formation de l'humus.

Dans certaines toilettes sèches, le stockage des déjections, sans cellulose, enclenche un processus de décomposition de la matière organique. Mais sans cellulose végétale, il n'est pas possible de faire de l'humus : les déjections deviennent pollution et facteur de destruction des sols. L'épandage du lisier d'élevage en est la plus belle illustration. De même, les toilettes sèches dites « scandinaves », avec séparation

de l'urine et des fèces, produisent une matière aussi polluante que les effluents des élevages industriels. C'est, peut-être, de mes découvertes, la plus importante.

\* Comme source de biomasse végétale on dispose également de la partie cellulosique des ordures ménagères (papiers souillés, cartons d'emballage et de tous les déchets de papier qui ne conviennent pas pour le recyclage en tant que papier), les produits de l'entretien des espaces verts urbains et des bords des routes (bois d'élagage broyé), les caisses et plateaux d'emballage broyés... En cas de besoin on y ajoutera les écorces et sciure de bois des scieries ainsi que les copeaux des menuiseries.

### **Il serait donc préférable de valoriser l'eau de pluie...**

Face aux économies d'eau - peu efficaces - proposées actuellement par des éco-gestes (fermer le robinet pendant qu'on se brosse les dents, préférer une douche rapide à un grand bain, s'équiper d'un pommeau de douche à économie d'eau, placer une brique dans la cuve de la chasse des W-C, réparer les robinets et les chasses qui fuient, laver la lessive et la vaisselle uniquement avec une machine remplie, utiliser l'eau de son bain dans la chasse des W-C), la voie royale est l'utilisation intégrale de l'eau de pluie.

En sachant qu'un quart à un tiers de l'eau consommée passe par les chasses des W-C, on peut se faire une idée de la réduction de la pression exercée sur nos ressources hydriques par les ménages qui utilisent une bonne toilette sèche et qui consomment l'eau de pluie. Moyennant l'utilisation d'un sur-presseur et de filtres appropriés, on disposera d'eau douce de bonne qualité – y compris pour l'alimentation, si on le souhaite.

### **Utilisez-vous ce que vous préconisez dans votre vie personnelle ?**

Pour moi, la gestion durable de l'eau et de la biosphère n'est pas seulement une démarche intellectuelle, elle est présente dans ma vie quotidienne. J'habite en Belgique dans une maison familiale urbaine avec un petit jardin. Notre maison n'est raccordée ni au réseau de distribution d'eau ni aux égouts. Pour ces raisons, dès sa construction en 1989, elle a été déclarée « insalubre » par l'administration communale. L'eau que nous consommons provient exclusivement des précipitations qui tombent sur le toit. A partir de l'eau de pluie, nous filtrons une eau dont la qualité est comparable à celle des meilleures eaux minérales du commerce. A la place d'un W-C, nous avons une toilette à litière bio-maîtrisée. Une partie des déchets de notre jardin servent comme litière dans la toilette. Le jardin potager est fertilisé avec le compost ayant « digéré » les effluents de la toilette, tous les déchets du jardin et ceux de la cuisine. Grâce à l'usage d'une telle toilette, notre consommation d'eau n'est que 60 litres par jour par personne (la moyenne européenne est de 180 litres !).

Au début, nous utilisions les eaux-grises (savonneuses) accumulées dans une citerne pour l'irrigation du jardin, sans le moindre traitement. En été, les plantes appréciaient cet apport précieux. En hiver, le trop-plein de notre citerne à eaux-grises était infiltré dans le sol, à l'aide d'une cavité de dispersion.

Cette façon de procéder étant illégale, entre 1997 et 2000, grâce à un financement de la Région wallonne, notre équipe de l'Université de Mons a mis au point un système qui se voulait « conforme à la loi ». C'est ainsi que le système dit « Traisélect » est né, et, dans les faits, les eaux-grises épurées par Traisélect répondent le plus souvent aux normes pour l'eau potable. En dépit de ses performances épuratoires,

je continue à dire que ce système est « un canard boiteux », réalisé sous la pression des lois. En effet, la destination logique des eaux-grises est l'irrigation et l'alimentation de la nappe phréatique par infiltration dans le sol, et elles ne devraient pas avoir à être traitées.

*Propos recueillis par Rémy Guillaumot.*

*Pour en savoir davantage: consulter le site*

*[www.eautarcie.org](http://www.eautarcie.org)*

*ou regarder la vidéo : <http://www.youtube.com/watch?v=cNKgpGZSYg>*





## Marco Ernani Eduquer à la paix

### Marco, quelle est votre histoire personnelle ?

Marco Ernani: Je suis né à Altinópolis, une municipalité de l'Etat de São Paulo au Brésil. C'est une petite ville de 16000 habitants que j'aime beaucoup: plus une ville est petite, mieux on peut connaître les personnes et nouer de relations. J'y ai passé mon enfance et mon adolescence et j'ai choisi d'y vivre une fois mes études faites.

Quand j'étais enfant, l'école était l'occasion de sortir de la famille. La salle de classe était dans l'église presbytérienne d'Altinópolis, mais l'institutrice était catholique: on vivait en harmonie. En première année, qui correspond à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, j'ai eu ma propre mère pour institutrice. Au cours de sa carrière d'enseignante, elle a appris à lire et à écrire à plus de deux mille enfants. Ils l'appelaient « Tante Dinya»: un petit surnom affectueux. Elle a aujourd'hui quatre-vingt-deux ans et elle conserve plein de petits objets que les enfants lui ont offerts. A dix-sept ans, j'ai quitté Altinópolis pour faire mes études de médecine à Ribeirão Preto, la plus grande municipalité de la région, un grand centre universitaire. Le Brésil vivait alors une période de dictature militaire. Il y avait au sein de la population une grande aspiration à la démocratie, qui habitait aussi la jeunesse. Entrer dans

## Bio Express

*Marco Errani est pédiatre. Maire d'Altinópolis (Brésil), il s'efforce d'améliorer les conditions de vie des habitants par une expérimentation sociale portant sur la non-violence, la mise en place d'un système de santé décentralisé et l'amélioration de l'habitat. Dans le domaine de l'éducation, il s'appuie sur les quatre piliers définis par l'UNESCO: apprendre à apprendre, apprendre à comprendre, apprendre à être, et apprendre à vivre avec les autres. Dans le domaine de la santé, il impulse également des démarches novatrices, renforçant la responsabilité de chacun et faisant résolument place aux thérapies alternatives.*

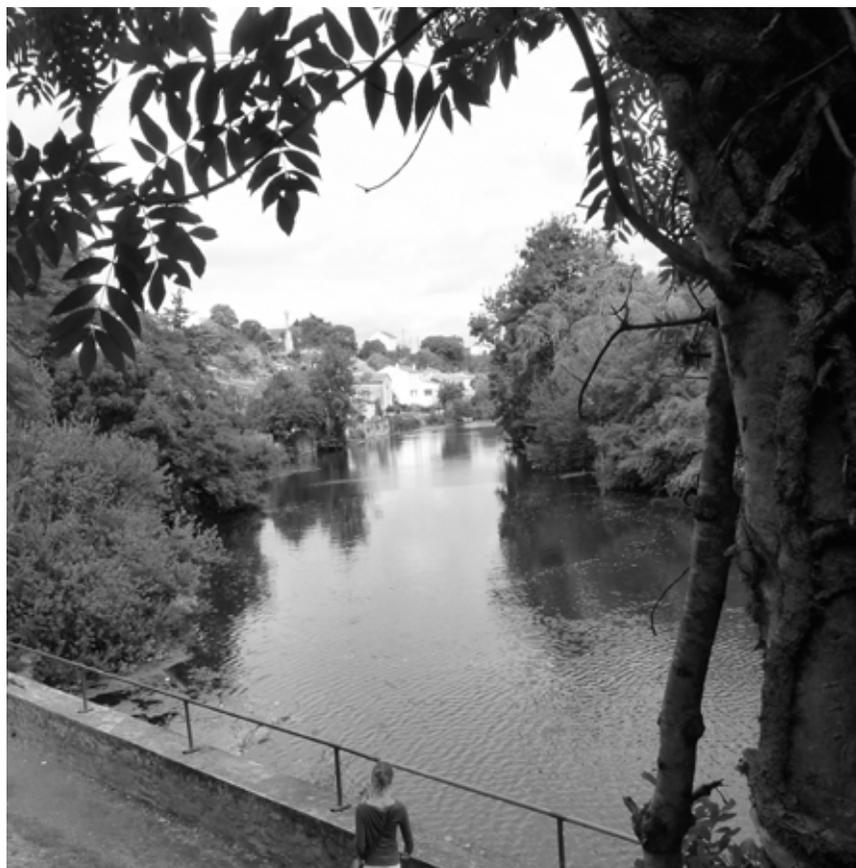
<http://fr.wikipedia.org/wiki/Altinópolis>

une université publique était alors très dur et j'ai pris un engagement envers moi-même: si j'y arrivais, je me mettrais au service de la santé des personnes mais aussi, afin de m'occuper des gens à un niveau plus collectif, je m'impliquerais sur le plan politique. J'ai terminé médecine par une spécialisation en pédiatrie et je suis revenu dans ma ville. Le Brésil avait retrouvé la démocratie. Je me suis présenté aux élections municipales et j'ai été élu. En 1992, le Brésil a accueilli la fameuse Conférence de Rio. "Penser global agir local" était pour nous un grand défi. Sous la dictature, les politiques publiques étaient toutes définies par le Gouvernement fédéral qui les imposait à tous. Il s'agissait donc pour nous de faire monter en puissance les acteurs locaux et d'avoir des politiques centrées sur les personnes.

### Quelle est la vision de l'être humain qui sous-tend votre vision politique ?

C'est une vision intégrale, qui prend en compte les différentes dimensions de l'être humain: corporelle, psychique, mentale, dimension de la conscience et dimension sociale. Il y a la relation interpersonnelle, la relation que nous avons avec l'environnement, et aussi la conscience intra-personnelle, le je-je: le rapport que j'ai à mon corps, à mon âme,

à ma pensée, à mes émotions. Il y a la dimension onirique, celle de la conscience, celle de l'esprit à la recherche de l'unité. C'est avec cette vision intégrale de l'être humain que nous essayons de développer des politiques publiques.



---

1 Cf. [http://fr.wikipedia.org/wiki/Humberto\\_Maturana](http://fr.wikipedia.org/wiki/Humberto_Maturana). Le site d'Umberto Maturana: <http://www.matriztica.cl/Matriztica/>

### **Cette vision intégrale, est-elle le fait d'une élite ou le peuple la partage-t-il aussi ?**

Oui, ce discours sur la prise en compte intégrale de l'être humain est un discours d'élite qui a besoin de se diffuser. Le grand défi est de parvenir à la partager. Ce n'est pas facile. On a des spécialistes de la santé, de l'éducation, de l'assistance sociale, on a des spécialistes dans le domaine de l'environnement, pour le système des eaux, pour les égouts, l'éclairage public, la qualité de l'air, etc. Chacun est enfermé dans ses responsabilités et on est habitué à avoir une relation verticale avec les gens. A Altinópolis, pour faire évoluer les pratiques, nous développons des cercles de conversation. La démocratie participative commence dans et par le dialogue: le dialogue avec soi-même, avec l'autre, avec la nature.

**N'est-ce pas Umberto Maturana qui a dit: "Le monde se construit en un réseau de conversations"<sup>1</sup>.**

Umberto Maturana nous a apporté de grands éclairages. De fait, on échange en permanence, on ne peut pas ne pas le faire, on est toujours inter-reliés - c'est la vision systémique. Une deuxième idée est celle de notre interdépendance: nous sommes le produit d'une dynamique relationnelle. Et il y en a une troisième, celle de la vision néoténique : l'humain s'est développé et a évolué dans une relation maternante prolongée, c'est-à-dire dans la présence du féminin par la relation maternelle jusque vers l'âge de douze ans. Or, dans le monde d'aujourd'hui, on inverse la situation. Nous attendons, selon Umberto Maturana, que l'énergie du féminin, du point de vue du genre, déborde de la famille et englobe les organisations extérieures, mais ce qu'on perçoit est le mouvement opposé : la dynamique de la compétition que l'on voit à l'oeuvre au sein des organisations s'invite au sein de la famille!

**Vous êtes venu parler en France de ce que vous avez mis en place sous le titre de « l'éducation pour la paix ». Pourquoi cette idée d'une éducation pour la paix ?**

Ma recherche d'une éducation pour la paix a été d'abord l'écho d'une question que je me posais personnellement. J'avais été nommé président du conseil municipal puis préfet et j'avais dépensé beaucoup d'énergie pour mettre en oeuvre une politique de santé. C'était mon métier, mais, quand vous travaillez dans votre propre milieu professionnel, la plus grande résistance vient de vos collègues, en l'occurrence les médecins eux-mêmes. J'ai été très fatigué et j'ai été sujet à deux crises de panique. Elles traduisaient la peur que j'avais de la mort: en médecine, nous apprenons à combattre la mort mais pas à vivre la mort. Cela m'a fait comprendre que, pour qu'il y ait une culture de paix sur la planète et dans notre pays, il faut d'abord faire la paix en soi-même. Or, il n'existe pas de paix intérieure tant que nous induisons des conflits entre les personnes avec, en arrière-plan, cette peur de la mort. Apprendre la paix avec soi-même et dans les relations interpersonnelles est un apprentissage très difficile, très douloureux et j'ai réalisé qu'on ne peut y parvenir que par l'éducation. J'ai appris aussi grâce à Jean-Yves Leloup<sup>2</sup> qu'il existe la théologie de l'obligation, la théologie de la libération et une troisième étape qui est la théologie de la réalisation. Seul un processus éducatif nous permet de parcourir ce chemin. Ces deux épisodes de panique ont fait que j'ai recherché un chemin d'éducation à la paix et, en 2000, à la faveur de la municipalisation de l'éducation dans ma propre ville, j'ai eu la possibilité de tenter l'expérience.

---

1 Cf. <http://www.jeanyvesleloup.com/>

3 <http://pierreweil.pro.br/1/>

4 [http://data.edupax.org/precede/public/Assets/divers/documentation/8\\_pacifisme/8\\_018\\_Altinopolis.html](http://data.edupax.org/precede/public/Assets/divers/documentation/8_pacifisme/8_018_Altinopolis.html)

**Comment cela s'est-il passé ?**

Nous avons pour références un rapport de l'Unesco et la méthodologie de la paix élaborée par Pierre Weil<sup>3</sup>. C'étaient des références extérieures: mais comme c'était « le désir du maire » d'implanter ces systèmes éducatifs, on les a appliquées. Donc de manière « autoritaire », d'autant que je m'occupais moi-même de la formation des maîtres. Mon intention était bonne, mais ce que les enseignants voyaient en premier lieu, c'était le maire, donc une relation hiérarchique, descendante, imposée, extérieure. Nous avons tout de même réussi parce que les enseignants, en dépit de cette perception, étaient au contact des enfants et que ceux-ci ont réagi positivement au processus mis en oeuvre. Les indicateurs de sécurité publique se sont améliorés et la presse a donné des échos de notre expérience. En France, le journal Le Monde lui a consacré un article<sup>4</sup>. Deux thèses de doctorat lui ont été consacrées, la décrivant comme une expérimentation éducative à la fois « didactique », « transdisciplinaire » et « transpersonnelle ». Mais, en dépit de ses références et de sa méthodologie, en dépit du maire, des thèses de doctorat, du rapport de l'Unesco et du journal Le Monde, notre éducation pour la paix souffrait d'une carence essentielle: elle ne venait pas du coeur des enseignants. Or, ce sont eux qui, dans le quotidien, ont en charge le développement des enfants. Notre éducation pour la paix restait quelque chose qu'une autorité extérieure leur avait imposée, et, si je reprends les trois étapes de Jean-Yves Leloup, elle n'était rien qui fût de l'ordre d'une libération et encore moins d'une réalisation.

**Alors, comment faut-il s'y prendre ?**

Pendant quelques années, Altinopolis a eu un autre maire qui avait une vision différente et le projet n'a pas été poursuivi. En 2009, je suis revenu, conscient qu'il fallait s'y prendre autrement. Nous avons

fait alors tout un travail avec les directeurs d'établissement afin qu'ils puissent élaborer un processus avec les enseignants hors l'autorité du maire. Leur grand défi était d'enclencher une dynamique relationnelle horizontale et non verticale. Nous avons créé un support, avec de la musique et des images d'enfants, et nous avons proposé que les enseignants commencent leurs séances de travail en faisant remonter des souvenirs de leurs six-sept ans. Pratiquement, cela se passe comme cela: on respire, on ferme les yeux, on laisse remonter des images. Il s'agit de retrouver son regard d'enfant et de se rappeler dix bons moments et de dix moments difficiles qu'enfant on a vécus en classe. C'est un travail personnel, chacun le fait pour lui-même, mais il faut se remémorer ces moments le plus précisément possible. Puis, chacun partage avec son groupe trois attitudes de l'enseignant qu'il avait alors, trois attitudes en lien direct avec ces expériences. Enfin, il doit imaginer les trois attitudes qu'il devrait lui-même adopter aujourd'hui dans des situations semblables afin que tout se passe au mieux pour les enfants.

Selon Umberto Maturana, dans la dynamique relationnelle systémique entre l'adulte et l'enfant, il y a l'intention de l'un et la perception de l'autre, et l'enfant perçoit différemment de l'adulte. La dynamique relationnelle systémique est initiée, véhiculée, propulsée par une émotion: l'émotion d'acceptation, de rejet ou bien d'indifférence. Ce travail sur les souvenirs a permis de percevoir combien tous ces moments apportés par les expériences de la vie recèlent de puissance, qu'il s'agisse de moments d'acceptation, de rejet ou d'indifférence. Quand les enseignants ont rapporté leurs propres expériences et les attitudes du maître qui leur étaient reliées, il leur devenait évident que c'était dans leur rôle de changer celles de leurs attitudes qui induisaient une relation de rejet ou d'indifférence et de conserver celles qui généraient de bons moments.



### **Qui a eu l'idée de cette méthodologie ?**

Une association d'apprentissage, avec Pierre Weil et Umberto Maturana. Quand les enseignants décrivaient des situations, ils devaient se poser deux questions : cette attitude proposée est-elle une intention ou une action ? Par exemples: prendre bien soin de l'enfant, est-ce une intention ou une action ? Prendre bien soin de l'enfant, c'est une intention, il reste à dire les actions qui peuvent la concrétiser. Alors, ils devaient trouver trois attitudes, chacune d'entre elles ouvrant sur une grande variété de comportements. Par exemple, s'agissant de prendre bien soin de l'enfant: les embrasser, leur sourire, leur dire bonjour, s'asseoir près d'eux, ce sont des attitudes. Ces attitudes, d'abord recueillies individuellement, étaient ensuite mises en commun dans le groupe d'enseignants. On ne les discutait pas: c'était là la logique inclusive. On les plaçait simplement dans la dynamique relationnelle du cercle de conversations. Parfois,

un enseignant se confiait au groupe, par exemple : «Je ne me sens pas encore à même d'adopter telle attitude, d'embrasser un enfant ou de lui sourire ». Il pouvait s'engager à le faire dans le futur. Cela ne posait pas de problème. Dans ces échanges, chaque proposition d'attitude provenait du coeur et de l'intériorité de chaque enseignant et on acceptait toutes les attitudes: c'est pour cela que c'est inclusif et participatif. A la fin de la séance, toutes les attitudes promues étaient recensées et, après une conversation en groupe, on rédigeait un pacte que tout le monde signait.

### **Combien d'enseignants ont-ils participé à ce processus ?**

On a travaillé avec 850 enseignants qui s'occupaient d'enfants âgés de six mois à quinze ans. Une expérience merveilleuse! Ils ont abouti à la réflexion suivante: quand on travaille sur cette relation d'attitude, on voit qu'on ne peut pas réussir tout seuls. Il est nécessaire de répandre cette vision afin de faire équipe avec toutes les personnes qui sont dans l'environnement des enfants. J'ai donc proposé qu'on travaille la méthodologie avec les autres professionnels du milieu scolaire: ceux qui s'occupent du transport des enfants, de la nourriture, du nettoyage, des loisirs, de l'organisation de l'école, avec les directeurs, etc.

### **Marco, quel est votre rêve aujourd'hui ?**

Le rêve, c'est de diffuser largement cette méthodologie de « l'horizontalité » en montrant qu'elle stimule l'engagement. Au delà de l'éducation des enfants, le rêve, c'est d'apporter cette méthodologie de l'horizontalité dans le processus d'élaboration des politiques publiques. Le plus grand défi étant de l'appliquer dans le domaine de la santé, parce que la formation des professionnels est très centrée sur l'individu, le patient, et cela crée une résistance. Les enfants expriment leur joie et ça marche, alors que les patients parlent de la souffrance,

expriment leur affectivité, amènent en même temps que la maladie la peur de la mort, la peur de l'incapacité physique, la peur de la relation avec la famille... Et nous, professionnels de la santé, nous avons peur de nous colleter avec toutes ces questions-là.

*Propos recueillis par Thierry Groussin*

*assisté de Florence de Peretti pour la traduction.*





## Thierry Groussin

### Se libérer de la voiture

#### Quels sont vos rapports personnels avec la voiture ?

Au cours de ces dernières années, mes rapports avec la voiture, qui étaient de l'ordre de la symbiose, se sont effilochés. C'est le résultat d'une évolution personnelle. Je suis d'une génération où l'obtention du permis de conduire était comme l'épreuve initiatique qui permet d'accéder au monde des adultes, à l'autonomie: quelque chose, en premier lieu, de très symbolique. En outre, j'ai aimé les voyages en voiture. Quand j'étais enfant et que nous partions en vacances dans la Citroën familiale, les variations de régime du moteur et le passage des vitesses étaient pour moi comme une musique. Lorsque j'ai eu le permis, conduire a été pendant de nombreuses années un immense plaisir. Je n'ai rien tant aimé que m'asseoir derrière un volant avec la perspective de faire défiler les paysages pendant de longues heures. J'étais infatigable. J'ai descendu la côte Est des Etats-unis de New York jusqu'au Mexique et j'ai continué jusqu'au fin fond du Yucatan... Je me souviens, en Sicile, de la route en lacets qui, sur le versant opposé à l'Etna, descend vers Palerme. Je ressentais une sorte d'ivresse à enchaîner virage sur virage... La voiture et moi, ç'a été une grande et longue histoire d'amour!

## Bio Express

*Après une expérience dans le développement local, Thierry Groussin rejoint le monde bancaire où il exercera notamment les fonctions de responsable de la formation des dirigeants. Il s'intéresse particulièrement à la prospective, à l'ingénierie pédagogique, au développement territorial et aux dispositifs producteurs d'intelligence collective. Il conçoit et anime des séminaires et des parcours de réflexion inspirés des idées de Jean Joseph Jacotot, André Coenraets et Bruno Lussato. Sous le titre « Les ombres de la caverne », il a publié aux éditions Hermann un recueil de réflexions sur l'actualité.*

#### Quelle a été l'origine du divorce ?

Je n'ai jamais eu d'accident si c'est ce que vous avez à l'esprit, et, Dieu merci, personne dans mon entourage n'a été victime de la route. Je n'ai connu que quelques froissements de tôle dont je n'étais même pas responsable. J'ai toujours mon permis et ses douze points et je m'en sers occasionnellement. J'ai parlé d'une évolution. Celle-ci, sur plusieurs années, a combiné différents registres: l'expérience personnelle, le constat de certaines réalités écologiques, des réflexions prospectives...

#### L'expérience personnelle ?

Je vivais en région parisienne depuis une quinzaine d'années quand, au moment d'un contrôle technique périodique, je me suis trouvé devant le choix de changer de véhicule ou de remettre celui que j'avais à la norme. Or, je ne m'en servais plus que pour les courses - six kilomètres chaque weekend - et pour partir en vacances avec mes enfants, c'est-à-dire deux ou trois fois par an. Je ne m'en servais plus pour aller au travail, car la congestion de l'A15 avait quasiment doublé en quinze

ans. Le RER était beaucoup plus rapide et me permettait de lire. Un détail qui a son importance: j'avais arrêté de fumer et je n'avais plus besoin de ma bulle isolante! Quand j'ai rapporté les maigres services que me rendait mon véhicule à ce qu'il me coûtait, un ami à qui je m'étais ouvert de ma perplexité m'a encouragé à faire l'expérience de la vie sans voiture: j'ai dit au garagiste de la garder. Je faisais alors des séjours de plus en plus fréquents en Vendée. Pour ces aller-retour le train s'était révélé une meilleure option que la voiture: plus rapide, moins fatiguant et moins cher, et on peut y lire, écrire, dormir. J'avais de merveilleux souvenirs du vélo, quand, avec mon vieux copain Michel, nous partions explorer la campagne autour de Villeneuve-sur-Lois. Ce bruit léger de l'air, du pneu sur la route, cette immersion dans le paysage... En Vendée, j'ai racheté un vélo. J'ai retrouvé ces sensations et je me suis alors habitué à me déplacer et à faire mes courses à vélo - ou à pied. J'ai rajouté du plaisir dans ma vie quand me déplacer en voiture n'aurait été qu'un acte fonctionnel.

**Cela veut dire quand même des contraintes: on ne charge pas six bouteilles d'eau minérale sur un vélo et on perd du temps qui pourrait être employé à autre chose...**

Cette notion de temps perdu ou gagné est relative. Il se trouve que j'ai connu ces problèmes de santé qui affectent principalement les hommes dont l'activité a été exclusivement intellectuelle et la vie sédentaire. L'activité physique, que j'avais de tout temps méprisée, est apparue comme la condition fondamentale d'un retour à la santé par des moyens naturels. J'insiste sur les «moyens naturels», car on a toujours la ressource de prendre des produits chimiques, mais c'est

---

1 Cf. l'interview de Sylvie Pouilly dans Commencements n° 2: Ralentir, c'est résister.

2 En 2010, selon l'INSEE, 5 millions d'hectares soit 9% du territoire français étaient déjà artificialisés et, selon le Ministère de l'Écologie, on continuait de détruire 165 hectares de sol agricole ou semi-naturel par jour .

selon moi une solution à laquelle on se condamne faute d'adopter le mode de vie conforme à notre physiologie. Ainsi, chaque fois que j'enfourche mon vélo, pour faire simple, je fais un cadeau à mon système cardiovasculaire. Or, me connaissant, si j'avais une voiture au garage, je me trouverais des tas de raisons de la prendre plutôt que le vélo - dont ce fameux argument de faire les choses plus vite. En réalité, à vouloir gagner sans cesse du temps, on en perd. On perd le plus précieux: celui de la vie. Ce n'est pas pour rien qu'on voit se développer de nos jours un mouvement en faveur du slow: slow food, slow cities, etc.<sup>1</sup>

**Vous avez évoqué des constats et des réflexions...**

Cela faisait un certain temps que je me posais des questions sur les nuisances de toute sorte qui découlent du pullulement des véhicules à moteur. Peut-être, la première chose - que j'ai ressentie comme une blessure - ce sont les dégâts que cause l'extension des routes et des autoroutes. Il y a très longtemps, en Vendée, il y a eu le projet d'une route côtière. Je n'étais encore qu'un gamin, mais j'imaginai le bois de Saint-Jean, que je connaissais bien, livré aux engins de chantier. Une route côtière, c'est un fugace agrément pour les automobilistes, mais c'est une catastrophe du point de vue de l'écologie - et des vrais promeneurs, ceux qui prennent le temps de goûter leur environnement. Ce projet a avorté, mais au nom du temps à gagner, nous violons sans cesse nos paysages, nos zones naturelles ou cultivées, nous fractionnons des étendues en parcelles isolées les unes des autres par des glaces de béton ou de macadam, avec des effets désastreux sur la biodiversité animale et végétale. En outre, alors que, dans nos pays, on réclame une alimentation bio, non industrielle, les surfaces des meilleures terres cultivables régressent. En partie responsable: l'artificialisation des sols due à l'emprise croissante du bâti, des routes, des autoroutes, des aéroports, etc.<sup>2</sup>



Alfred Sauvy se scandalisait déjà de l'envahissement de l'espace public par les véhicules individuels qui le squattent sans contrepartie. Aujourd'hui, on peut dire que tout s'organise autour d'eux. C'est comme si, entrés dans la maison comme domestiques, il s'en étaient insidieusement rendu maîtres! Au delà des surfaces qu'elle s'approprie et modèle à son usage et dans son intérêt, la voiture va jusqu'à façonner l'être humain. Elle le rend économiquement dépendant<sup>3</sup> et physiquement paresseux: on la prend pour faire cent mètres! Elle nous plonge dans des situations de stress et de frustration - les radars, les piétons, les cyclistes, les limitations, les parkings, les péages et j'en

---

3 Certains calculs font penser que, par exemple, le citoyen helvétique travaillerait en moyenne une semaine par mois pour couvrir les frais de possession et d'usage son véhicule.

4 Données publiées par la Direction de la Voirie et des Déplacements de la Mairie de Paris.

passer. Elle nous rend impulsifs et irascibles. Et voyez ce que flattent les publicités qu'on utilise pour la promouvoir: l'égo, le machisme, le fantasme... Il y aurait un livre à écrire sur les effets anthropologiques de la voiture! En outre, si l'on prend quelques chiffres, quelle aberration! La plupart du temps, ces véhicules à quatre ou cinq places ne transportent qu'une seule personne. En moyenne une tonne et trois cents kilos de métal, de plastique et d'électronique pour déplacer quatre-vingt kilos d'os et de viande! Si l'on regarde du côté de la performance,<sup>4</sup> on voit que la vitesse moyenne, malgré les accélérations fulgurantes quand le feu passe au vert, n'est que de 15,2 km / heure dans notre capitale. Quelle disproportion entre les moyens et les résultats!

### **Et tout cela a un coût pas seulement personnel mais collectif...**

Tout cela a un coût considérable. Je ne reviens pas sur la destruction de l'environnement, mais il faut quand même évoquer la pollution et ses effets sur la santé. Il faut évoquer l'épuisement accéléré des matières premières, le pic pétrolier... Alors, va-t-on vous dire, s'agissant de ce dernier, «le relais est assuré par les biocarburants». Quoi de plus écolo! Mais avez-vous vu que leur production entre en concurrence avec les productions vivrières? Avez-vous vu qu'elle conduit à spolier des populations de leurs territoires ancestraux? Au Brésil, la forêt du Mato Grosso a été quasiment rasée et les Indiens guarani chassés comme des malpropres. Alors, cela vous semble-t-il normal que l'on sacrifie tant de choses à l'emballage de notre civilisation mécanique? Car emballage il y a et il persiste: après nous, les économies émergentes ont préféré elles aussi le pullulement de la voiture individuelle au développement des transports en commun. Chaque jour il y a 1000 voitures de plus dans les rues de Pékin qui suffoquent déjà de pollution. Ne vaudrait-il pas mieux apaiser cet emballage? Le véhicule individuel nous met dans une impasse. Voulons-nous y mourir?

## **Mais avez-vous essayé d'imaginer comment faire fonctionner notre société sans véhicules motorisés ? N'est-ce pas proprement illusoire ?**

Je voudrais rappeler la perspective historique: l'apparition du véhicule à moteur est récente dans l'histoire et le pullulement du véhicule individuel, qui en est une dérive, l'est encore davantage. Or l'histoire est faite de choses qui apparaissent et disparaissent alors même que leurs contemporains ont cru qu'elles étaient éternelles. Pour moi, non seulement la voiture - ou plutôt son pullulement - est devenue un phénomène nuisible, mais ce phénomène est tôt ou tard appelé à passer. Après avoir renoncé à racheter une voiture et eu l'impression d'agir en original, j'ai découvert que le «sans voiture», le «car free», est un mouvement qui prend de l'ampleur dans de nombreux pays. Le site français <http://carfree.free.fr> est non seulement remarquablement documenté, avec un fonds de plus de 3000 articles régulièrement actualisé, mais en outre il est très fréquenté et il est accessible en cinq langues. Alors, comment se passera-t-on de la voiture ? Comme à l'accoutumée, la réponse n'est pas purement technique, elle est complexe, elle est sociale et humaine. Se passer de voiture - du moins en réduire la place dans nos existences - relève d'un mode de vie et je dirais même de valeurs que l'on adopte, d'imaginaires que l'on cultive. La solution, c'est la multiplicité des expérimentations. D'une part, celle-ci permettra de produire et de tester de plus nombreuses pistes que n'en pourrait donner le cerveau d'un planificateur. De l'autre, un mix de solutions est sans doute la réponse à la diversité des situations

---

5 [http://www.consoglobe.com/sans-voiture-ville-etats-unis-1898-cg?utm\\_source=newsletter\\_p\\_comme\\_perf](http://www.consoglobe.com/sans-voiture-ville-etats-unis-1898-cg?utm_source=newsletter_p_comme_perf)

6 Wikipédia donne une liste de ces lieux «car free»: [http://en.wikipedia.org/wiki/List\\_of\\_car-free\\_places](http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_car-free_places)

7 <http://www.carfree.com/topology.html>

que connaissent les gens qui doivent se déplacer selon qu'ils vivent ici ou là, qu'il s'agit de déplacements répétitifs ou exceptionnels, de transport de personnes ou de courses, etc.

## **Quelques idées, pêle-mêle ?**

On peut multiplier les «oasis». Des îles comme Mackinac, sur le lac Huron aux Etats-unis, ou Bréhat, en France, vivent sans voitures. C'est plus facile, évidemment, s'agissant de petites îles avec une faible population<sup>5</sup>. Mais l'idée fait son chemin, car même l'automobiliste apprécie les espaces que l'on protège de la voiture! Il y a longtemps qu'en Grande-Bretagne on demande aux visiteurs de laisser leur véhicule à l'entrée de certains villages. Le «sans voiture» suscite le réaménagement de certains quartiers et inspire un nouvel urbanisme<sup>6</sup>. J. H. Crawford, fondateur américain du mouvement «car free», présente sur son site un nouveau design urbanistique pour des villes sans voiture<sup>7</sup>. Dans ce même esprit, on peut au moins multiplier les pistes cyclables. A voir le nombre de plus en plus élevé de vélos qui circulent en été aux Sables d'Olonne et la saturation des râteliers installés par la mairie, on se rend compte que ce n'est pas un délire d'écolos mais la réponse à une aspiration des gens. On peut imaginer qu'en plus cela a une fonction pédagogique et qu'ayant pris goût à ce moyen de transport pendant les vacances, ils en garderont l'envie une fois de retour chez eux...

Depuis les années 70, la voiture et les zones commerciales extérieures aux villes se sont mutuellement stimulées. Ainsi, chacun a pris l'habitude d'aller, avec son véhicule, une ou deux fois par semaine faire des courses volumineuses à l'hypermarché. Souvenons-nous qu'auparavant il y avait dans nos villes et nos quartiers des commerces de proximité qui permettaient de faire des achats quotidiens à quelques minutes de marche de son foyer. Ces commerces commencent à revenir et c'est

une tendance que le consommateur peut encourager s'il décide de les fréquenter. Si, faute d'une offre locale suffisante, il faut se déplacer, alors un gros véhicule qui fait un circuit vaudra mieux que plusieurs petits qui font des aller et retours. On peut développer les livraisons à domicile ou les services d'entraide de voisinage. J'ai connu aussi l'époque des commerçants ambulants, le boulanger, le poissonnier, le boucher qui parcouraient les quartiers excentrés plusieurs fois par semaine et signalaient leurs haltes d'un coup de trompette.

On peut simultanément tirer un meilleur parti des véhicules personnels existants, ce qui évitera de devoir en produire d'autres et fera des économies de places de parking, sans parler du budget des ménages. Le co-voiturage permet d'optimiser économiquement les



8 [http://ademe.typepad.fr/files/ena\\_4pages\\_presse\\_130306.pdf](http://ademe.typepad.fr/files/ena_4pages_presse_130306.pdf)

9 Comme le quadricycle promu par Joseph Iturbide <http://ecopulsion.fr>.

10 <http://carfree.free.fr/index.php/2013/09/13/passer-a-la-voiture-electrique-cest-comme-changer-de-marque-de-cigarettes/#more-20589>

déplacements et, grâce à Internet, il commence à bien se développer. L'économie de la fonctionnalité propose d'aller plus loin: elle prône le remplacement de la propriété par l'usage. Une voiture en usage partagé permettrait d'en économiser huit ou neuf autres<sup>8</sup>. Ainsi on rentabilise au mieux ce que sa construction a coûté de ressources naturelles, mais aussi on dispose du véhicule adapté à la situation: un petit quand on se déplace seul et un plus gros quand on voyage en groupe ou en famille. La locomotion humaine a ses limites, mais on peut l'encourager en développant les véhicules hybrides comme les vélos à assistance électrique. Cette assistance permet également de développer des véhicules un peu plus lourds mais plus confortables, protégés de la pluie et du froid, capables de transporter des charges plus volumineuses et plus pesantes.<sup>9</sup>

### **Et la voiture électrique ?**

Comme l'a écrit Marcel Robert sur le site [carfree.fr](http://carfree.fr): «passer à la voiture électrique, c'est comme changer de marque de cigarette»<sup>10</sup>. La pollution n'est pas tout à fait la même, mais elle subsiste. Électrique ou non, il faut fabriquer le véhicule et la ponction sur les ressources non renouvelables n'est pas différente. Pour les constructeurs, en réalité, il ne s'agit que de renouveler l'intérêt pour la voiture, qui décroît dans nos pays, en rajoutant l'argument écologique. Mais si l'on fait le coût complet matière et énergie de la voiture électrique « de son berceau à sa tombe », il n'y a pas de révolution. Quant au changement d'énergie, c'est surtout un changement de lieu de pollution puisque, cette énergie, il faudra bien la produire quelque part.

### **Vous n'avez pas évoqué les transports en commun ?**

Je les gardais pour la fin, car ils permettent d'aborder le sujet fondamental de la société que l'on veut et d'un nécessaire projet politique, même

si des choses peuvent être faites localement indépendamment d'une ambition nationale. Ils ont un rôle crucial, particulièrement le rail qui, selon moi, est à redéployer. Alfred Sauvy avait démontré il y a déjà quarante ans que le train est plus économe de tout que la route. Moindre consommation d'énergie à la tonne transportée, moindre pollution, plus grande durée de vie des voies ferrées et considérablement moins de CO2 que la voiture. Pour autant, on a désaffecté des kilomètres de voies ferrées, ce qui veut dire que ne sont plus aussi bien pris en compte - dans ce domaine comme dans d'autres - des intérêts supérieurs mais non commerciaux. Il y a sans doute davantage de fierté, selon notre représentation actuelle de la réussite, à lancer des TVG qu'à gérer la ligne Tonneins - Tombeboeuf ! Cela dit, à l'inverse, on peut constater qu'en région parisienne les lignes de RER ne cessent de s'allonger et les gens de faire des parcours domicile - lieu de travail de plus en plus long. Cela nous invite à réfléchir plus largement, de manière systémique, sur les ressorts de la société que nous subissons et sur les conditions d'émergence de celle que nous voulons...

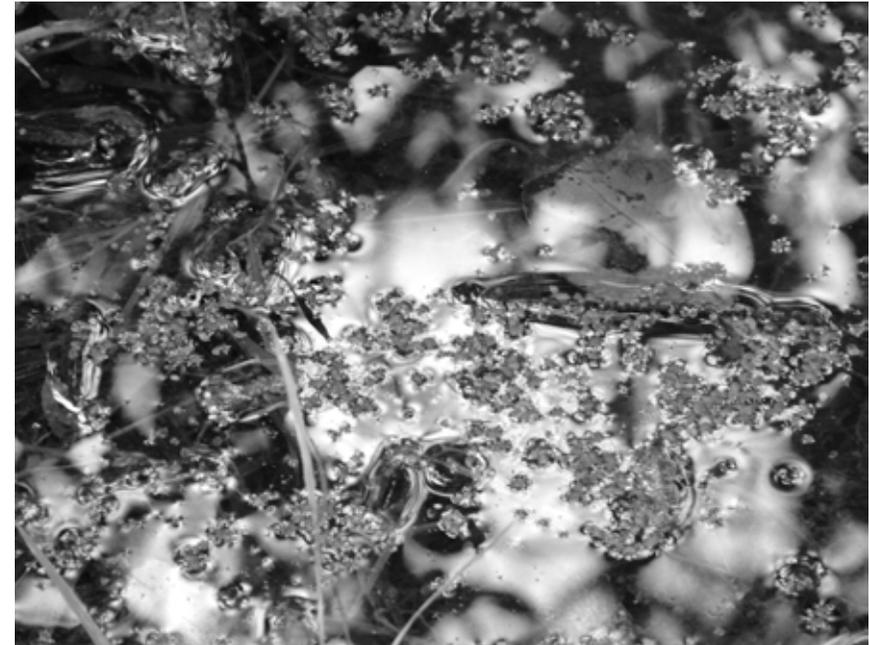
### **Que faites-vous de l'emploi que procurent l'automobile et la route ?**

D'une part, l'emploi que procure l'automobile, directement ou indirectement, est surestimé. Il est loin le temps où Peugeot, Citroën et Renault produisaient en France. Aujourd'hui, une grande partie de la production automobile est délocalisée et, de fait, les transports collectifs créent deux fois plus d'emplois que la construction automobile<sup>11</sup>. D'autre part, il est clair que la détection et le traitement du cancer entretiennent de nombreux emplois: faut-il pour autant encourager le développement du cancer ?<sup>12</sup>

---

11 <http://www.notre-planete.info/ecologie/transport/placeauto.php>

12 Pour approfondir: [www.carfree.com](http://www.carfree.com), [www.carfree.fr](http://www.carfree.fr) et [www.planetoscope.com/transport/automobile](http://www.planetoscope.com/transport/automobile) et le livre de Marcel Robert: Pour en finir avec la société de l'automobile, à télécharger gratuitement à cette adresse: [http://carfree.free.fr/pour\\_en\\_finir.pdf](http://carfree.free.fr/pour_en_finir.pdf)



*Propos recueillis par Alexander Borough*

*Pour en savoir davantage: <http://carfree.fr>*



Guillaume Dhérissard  
Dominique Olivier  
Faire territoire

## Bio Express

*Ingénieur agronome et prospectiviste, Guillaume Dhérissard, après une première expérience dans l'industrie agro-alimentaire, dirige aujourd'hui Sol et Civilisation, think-tank proche du monde agricole tourné vers le conseil et la recherche qui investit les questions liées aux stratégies d'innovation et de changement dans les territoires. Il est par ailleurs correspondant national de l'Académie d'agriculture de France dans la section environnement et territoires.*

### **Commencements : Pourquoi, aujourd'hui, parler de « faire territoire » ? A cause de la dématérialisation, de la mondialisation, d'un besoin d'ancrage ?**

*Dominique Olivier* : J'ai lu que vers 1950, les gens habitaient à 5-6 km de leur lieu de travail et qu'aujourd'hui en moyenne ils en sont à 45 km. Avant, il y avait une communauté de vie autour du lieu de travail ; aujourd'hui les gens reviennent le soir à un endroit où ils ne connaissent personne. Ils ne sont plus impliqués dans un territoire avec une collectivité comme ils l'étaient il y a un demi-siècle. En plaisantant à peine, Raymond Lacombe disait que le territoire est le lieu où les gens sont encore capables de « s'engueuler ». Plus sérieusement, il ajoutait : c'est le lieu où l'on peut construire des projets ensemble et les assumer.

*Guillaume Dhérissard* : Le territoire est une notion ambivalente : cela renvoie à des lectures anciennes, c'est un espace géographiquement situé, circonscrit et organisé, et en même temps c'est une notion très moderne, plus dynamique. Les notions de frontière, de proximité restreinte, de non-mobilité sont aujourd'hui peu opérantes. Le territoire n'est plus un espace clos, il est ouvert, traversable, fluide.

Mais il y a deux dimensions fondamentales qui ne pourront jamais être dépassées à mon avis : on a besoin d'être de quelque part pour être quelqu'un, et on a besoin de se relier à d'autres pour agir. Ce n'est pas la mondialisation qui donnera la réponse à ces deux questions fondamentales parce que le territoire est le seul espace physique où on peut avoir les deux choses en même temps.

Les gens recherchent ces deux dimensions : « Où es-tu ? Comment puis-je agir avec toi ? ». Le territoire d'aujourd'hui est un « espace matrice » où on se reconnaît et où on agit avec les autres. Certains auteurs avancent même que c'est la brique de base du 21ème siècle, qu'après un mouvement de dé-territorialisation du monde, on va reconstruire des territoires.

*Dominique* : Une autre raison est que, dans notre société, la réponse descendante - « top down » - n'est plus du tout adaptée. Seules des interactions « bottom up », de la base vers le haut, où des gens construisent du sens et des valeurs, donneront un avenir à notre société.

### **Pourquoi le « top down » ne marche-t-il plus ?**

*Dominique* : Les hommes veulent être acteur de leur destin individuel et collectif. Le territoire, quel qu'il soit, c'est la possibilité d'être co-auteur, de co-construire avec son voisin, d'avoir des projets ensemble. Mais il ne faut pas enfermer le territoire dans une dimension spatiale. Il a, en même temps, plusieurs périmètres possibles. Ce peut être le territoire de l'école, c'est-à-dire la zone de scolarisation qu'elle couvre. Ce peut être le territoire de la santé: où sont les ressources pour se soigner, comment en améliore-t-on l'accès ? Ce peut être le territoire gérontologique: comment et avec qui crée-t-on et gère-t-on les services de soutien aux personnes âgées, à la dépendance du grand âge, etc. ? Je peux aussi avoir un territoire avec des gens sur Internet. Je peux avoir un territoire de pensée... C'est l'ensemble de ces périmètres qui s'imbriquent.

*Guillaume* : Il faut aussi voir le territoire sous l'angle de la « complexité ». La complexité, c'est ce qui est tissé ensemble. Penser « complexité », comme l'a montré Edgar Morin, c'est savoir relier des dimensions antagonistes et néanmoins faire un. Je suis convaincu que les crises que nous traversons sont de cette nature. Le « top down » ne marchera plus parce que nous sommes dans une crise liée à la complexité.

Il faut traiter dans un même acte des problématiques culturelles, environnementales, économiques et sociales, or on les considère séparément. On ne pourra pas continuer à n'avoir que des réponses partielles, cloisonnées. Il faudra des solutions transversales et intégrées. Pour cela il est nécessaire que les solutions s'incarnent et elles ne peuvent s'incarner que quelque part, dans un lieu réel. La solution qui vient d'en haut a une grande vertu, elle est censée s'appliquer en tout lieu et en tout temps, elle a l'avantage apparent de la simplicité. Elle se veut universelle. Mais elle ne peut s'incarner pleinement, puisqu'elle

est de l'ordre de quelque chose qui s'impose sans prise en compte des singularités et des contextes.

### **Le « top down » ne donne-t-il pas aussi aux gens le sentiment d'être dépossédés de quelque chose ?**

*Guillaume* : Oui. Il y a aussi le fait que les gens n'ont pas envie d'être seulement des sujets. Ils veulent être acteurs comme le disait Dominique. Du fait de ces deux dimensions, il faut de plus en plus d'espaces de co-action, donc des territoires.

*Dominique* : A mon avis, le rejet actuel du monde politique vient aussi de là. Les politiques sont habitués à promouvoir des solutions universelles qu'ils amènent d'en haut. Les gens n'en ont plus envie. Ils ne se sentent pas reconnus, pas pris en compte. Alors, la question d'aujourd'hui, c'est : comment reconstruire avec la société civile et les acteurs socio-économiques une gouvernance locale ?

Une gouvernance locale induit un changement dans la vision que les politiques ont de leur rôle. Devant cette demande des citoyens d'être co-acteurs, leur réflexe n'est-il pas souvent de dire: « Nous avons été élus, qu'on nous laisse gouverner! »

*Dominique* : Et c'est comme cela que 50% des gens ne vont plus voter ! Mais il ne faut pas confondre gouvernance et gouvernement. Le gouvernement reste nécessaire, mais la gouvernance est indispensable pour que les gens reprennent confiance en la politique et en eux.

*Guillaume* : L'élu pertinent est-il celui qui face à un problème apporte la solution ou bien celui qui crée les conditions pour que les acteurs, ensemble, trouvent des solutions ?

La gouvernance n'élimine pas le gouvernement: il faut à la fois de l'universel et du collectif. Il faut des normes, du « top down », des garanties sur lesquelles on s'accorde en société. Par exemple - c'est un sujet d'actualité - la liberté d'expression. Mais il y a quantité de nouveaux sujets où le gouvernement est insuffisant, et là il faut de la gouvernance, il faut organiser une gouvernance qui accueille les acteurs concernés. Un exemple simple: on considère qu'une eau est polluée par les nitrates à partir de 50 mg/L. C'est une norme, elle n'est pas contextualisable. La gouvernance, c'est le processus qui permet à des parties prenantes, les acteurs, de définir ensemble les bonnes actions à mener pour respecter cette norme, voire la moduler si besoin.

Et alors, ce que l'on voit, face aux antagonismes, c'est qu'il faut une personne, une organisation capable d'organiser, de faciliter la décision



ensemble. C'est peut-être cela le nouveau cadre politique qu'on essaie de définir.

*Dominique* : A Notre-Dame-des-Landes ou à Sievens, imposer la loi ou la majorité, ça grippe, il y a quelque chose qui ne marche plus...

*Guillaume* : C'est que l'on confond deux notions : la légitimité et la légalité. A Sievens, on a un projet complètement légal, les procédures ont été respectées. Mais, pour une partie de la population, il n'a pas de légitimité. Pour le dire autrement, le territoire est aussi le lieu d'intersection entre le légal et le légitime, entre le « top down » et le « bottom up ». Il faut inventer des modes d'articulation sécurisés reliant les deux dimensions, pour à un moment donné, décider ensemble sur certaines choses.

*Dominique* : Les politiques doivent co-construire avec les autres, et après réflexions en commun, commissions, etc. il leur revient, comme représentant démocratiquement élus, de décider. Il y a des espaces de dialogue à ouvrir et le rôle de facilitateur est en train d'affirmer son importance. C'est un vrai métier, un métier en émergence. Ce qui est concerné, c'est la gestion du bien commun. Le facilitateur est une personne qui vient et qui repartira, qui n'a pas d'enjeux personnels sur le territoire - on ne peut pas être juge et partie. C'est quelqu'un qui a une méthode, un savoir-faire, qui sait mettre les gens autour de la table et les faire dialoguer, les faire avancer au-delà de leurs conflits. Quand on a des problèmes complexes, sans facilitateurs, sans personnes extérieures aux enjeux, on ne peut pas les résoudre

*Guillaume* : La difficulté à faire vivre des territoires vient de ce que l'on a une représentation inadéquate de ce qu'est un territoire. Un territoire n'est pas quelque chose de donné, c'est une construction humaine, c'est quelque chose que l'on fait émerger ensemble. Pour « faire territoire »,

il faut trois choses. Il faut comprendre qu'un territoire, comme on l'a déjà dit, est à géographie variable et qu'on doit y articuler des boîtes de tailles et de formes différentes. Il faut reconnaître que la prétention d'universalité des solutions peut être contre-productive. Enfin, il faut une facilitation externe. La facilitation, comme l'a dit Dominique, c'est le tiers qui permet l'échange.

**Je suppose qu'il ne suffit pas d'être extérieur : quel genre de personne, quel genre de talent ce rôle nécessite-t-il ?**

*Guillaume* : Je dirai qu'il faut trois choses: l'écoute, la diplomatie et l'intelligence de la complexité. La diplomatie, car il faut créer un cadre sécurisé où des gens qui ne sont pas sur les mêmes stratégies, sur les mêmes rythmes temporels, aient l'envie de s'exprimer sincèrement puis de se coordonner. Un facilitateur, c'est en quelque sorte un diplomate de territoire. Ensuite, il faut savoir écouter, vraiment écouter, afin de recueillir ce que j'appellerai l'expertise de l'autre. Au-delà des antagonismes qui peuvent opposer les acteurs, chacun a une expertise véritable, l'expertise de son métier, de son lieu, de ce qu'il vit. Enfin, il y a un côté un peu alchimique: une fois que l'on a recueilli l'expertise des uns et des autres, il faut passer à un stade d'intégration, relier ce qui joue.

*Dominique* : C'est au-delà de la synthèse...

*Guillaume* : C'est une tournure d'esprit, une façon d'appréhender les problématiques et de les relier entre elles.

*Dominique* : S'il y a une volonté du territoire pour le faire, ce n'est pas si compliqué que cela. Un exemple m'a marqué : on avait un tout petit dépôt sur une commune au nord du territoire. Une dame travaillait là et on annonce qu'on va fermer, parce que c'est pour nous une charge

qui n'a pas de sens, qu'on peine à équilibrer les comptes... On va voir le maire qui nous dit : c'est le dernier commerce du village, si on ferme c'est catastrophique... Alors, on a fait venir une association qui nous procure un facilitateur, un consultant avec une méthode appropriée. On a mis autour de la table des agriculteurs de la coopérative et le conseil municipal, et on a travaillé ensemble durant deux ans, sur ce qu'on voulait ensemble. Aujourd'hui la commune a racheté le dépôt et nous le loue, elle a investi des aides qu'elle a pu capter et l'a rénové, et dans ce petit dépôt au milieu d'un village qui avait 350 habitants et qui en a maintenant 500, on a mis des choses qu'on ne pensait pas: le journal, un dépôt de pain, etc. La coopérative agricole seule était incapable de gérer cela, les élus seuls aussi, et seuls à seuls on était incapables de le négocier, on n'avait pas l'habitude de fonctionner ainsi. Cette personne nous a réunis tous les deux mois et ensemble on a bâti un projet.

**Pour faire territoire, il faut donc aussi du temps ?**

*Dominique* : Il faut être dans le temps long. C'est comme une longue conversation au cours de laquelle on construit une compréhension mutuelle. Par exemple, en 2002-2003, on fait un bilan sociétal de notre territoire, territoire rural mais avec des agriculteurs très minoritaires : 9% de la population active. On a senti monter la pression entre résidents et agriculteurs sur la question des pesticides, du lisier, etc. On pouvait arriver au clash. Depuis dix ans, on organise des soirées-débat sur des sujets très transverses, avec les uns et les autres, et du coup, je constate que, quand maintenant il y a problèmes, nous savons les aborder ensemble et les co-gérer.

L'agriculteur et le consommateur sont d'abord des citoyens. Ils ont des problèmes communs qui peuvent être des problèmes de crèche, de chômage sur le territoire... S'il y a des espaces de dialogue, ils

peuvent faire ensemble. Ils vont se projeter dans l'action commune autour de ce type de sujet, et après le reste sera secondaire...

*Guillaume* : Ce n'est pas seulement prendre son temps, c'est accepter aussi de ne pas savoir où l'on va, considérer que c'est le chemin qui compte. Faire territoire, c'est in fine d'abord créer l'espace où les processus peuvent avoir lieu, et ça, on ne sait pas faire. En général, on a besoin d'un problème, d'un livrable, d'un financement dédié, d'indicateurs de réussite. C'est le modèle mécaniste. Or, on a en vérité besoin de cheminer ensemble - et cette dimension, par exemple, l'Etat français sait mal la traiter.

### **Dans ce domaine, le travail de la coopérative Fermes de Figeac est exemplaire. Comment cela a-t-il commencé ?**

*Dominique* : On est un secteur d'élevage, entre deux régions, l'Auvergne et le Midi-Pyrénées, et deux départements, le Cantal et le Lot. Les agriculteurs disaient qu'ils ne voulaient pas fusionner avec telle grosse coopérative ou telle autre. « On veut garder une indépendance de réflexion, on veut garder une identité » disaient-ils. On a créé la coopérative en 1985 et, concours de circonstances heureux, en 1994, on est candidats pour une expérimentation: un audit patrimonial sur le territoire, avec des élèves de l'Agro...

### **Qu'est-ce qu'un audit patrimonial ?**

*Guillaume* : Cela consiste à écouter en profondeur et comprendre la complexité d'une situation et d'un système d'acteurs. On cherche ensuite avec les acteurs ce qui fait pour eux « patrimoine », c'est-à-dire ce à quoi ils croient et où ils ont envie de s'engager ensemble.

### **Pourrait-on dire que c'est leur préoccupation commune ?**

*Guillaume* : Il y a quantité d'objets qui donnent envie de se mettre ensemble. Le patrimoine, c'est l'objet à prendre en charge ensemble, mais cela ne veut pas dire que l'objet concerné soit vu de la même manière par les uns et par les autres. D'où la complexité. S'agissant, par exemple, de l'ours dans les Pyrénées, il y a clairement deux visions de l'ours : une vision, plutôt urbaine, renvoie à la nature sauvage qu'il faut protéger, et l'autre, celle des bergers, renvoie aux problèmes posés par un prédateur. Deux visions assez à priori opposées. Pour autant elles peuvent se rejoindre et faire patrimoine : si on arrive à protéger l'ours, on arrivera à protéger les hommes, et inversement.

*Dominique* : Les étudiants de l'Agro nous ont dit quelque chose qu'on



n'avait pas compris du tout. 150 personnes avaient été interrogées et elles disaient qu'elles n'étaient ni d'Auvergne, ni de Midi-Pyrénées. Or, quand les gens n'ont pas une identité forte, ils ne sont pas capables de se mettre en mouvement. De 1994 à 2000, on n'a pas su comment tirer la quintessence de cet audit. Vingt ans après, clairement, aujourd'hui, on est du pays de Figeac. Les gens ne disent pas: on est du Cantal ou du Lot, mais « on est du pays de Figeac ». Ils ont une identité et sont capables de gérer, assumer et développer des projets.

**Est-ce à dire que face à un déficit d'identité, de « nous », il faut un catalyseur pour que les gens prennent leur destin en mains ?**

*Dominique* : C'est une dynamique, des processus. Je me méfie du catalyseur si c'est une personne et non un projet. Quand le leader disparaît, si les gens ne se sont pas approprié le projet, c'est l'effondrement.

**Dans cet esprit, vous avez également mis en œuvre une démarche prospective ?**

*Guillaume* : Il y a plusieurs façons de faire de la prospective. On peut la déléguer à des experts extérieurs qui diront : voilà les futurs possibles. C'est ce que j'appelle la « prospective froide ». Nous, à Sol et Civilisation, nous aidons les gens à se projeter ensemble. On ne sait pas bien vers quoi, l'important est le chemin et la prospective est réussie si, ce faisant, les gens bougent. Par exemple, à Figeac, on engage en 2008 une démarche prospective avec 2030 pour horizon. Nous faisons plusieurs ateliers de réflexion et il en sort des scénarios. Ils – les agriculteurs, la société civile, les élus, en tout une quinzaine de personnes - mettent en avant un paramètre fort: le prix du pétrole. Pour eux, il est impossible d'imaginer un prix du baril inférieur à 100 euros. Or, aujourd'hui, on est à 60 ! Mais, au risque d'être provocateur,

je dirai que ce n'est pas le problème ! En faisant un dessin du futur, ils se sont mis en mouvement, ils ont repéré ce qui était en jeu pour eux, comment ils se situaient par rapport à cela et ce qu'ils avaient envie d'être...

*Dominique* : La prospective sert à allumer des phares. Ce qu'il y a d'intéressant dans la prospective, quand on met l'horizon assez loin, c'est que tous les gens qui sont là n'y seront plus. Donc, on se lâche, parce qu'il n'y a plus d'enjeux de pouvoir. C'est un outil fabuleux pour le pilotage d'une entreprise dans son territoire.

**N'y a-t-il pas deux sortes de dirigeants d'entreprise, ceux pour qui l'entreprise est leur mission unique, où qu'elle soit, quoi qu'elle fasse, et d'autres, comme vous Dominique, qui passent beaucoup de temps à d'autres choses...**

*Dominique* : Oui, c'est vrai, mais au final cela profite à l'entreprise. Puis, Fermes de Figeac n'est pas une entreprise comme les autres: c'est une coopérative. La mission qui est confiée est le développement du revenu des adhérents, pas le développement de la coopérative pour elle-même. Pourquoi ont-ils créé leur coopérative ? Pour répondre à leur besoin de mieux-être. En caricaturant, je dirai qu'ils sont agriculteurs huit heures par jour et citoyens le reste du temps. Pour faire avancer leur problématique, on doit s'intégrer au territoire. Par exemple, je viens de passer du temps afin que se crée une crèche parentale avec les grandes entreprises du territoire. Le défaut de crèche aujourd'hui est un problème dont on s'empare parce qu'il est relié à tout cela. Si notre territoire va mieux, c'est parce qu'il y a des entreprises et du tourisme qui s'y développent. Si ceux-ci se développent, c'est parce que le territoire prend soin de lui-même. Si on est mono-critère, comme le dit Guillaume, laissons tomber tout cela et contentons-nous de créer des fermes de mille vaches...



### **Les entreprises sont-elles sensibles à la dimension territoriale ?**

*Dominique* : Les entreprises avec lesquelles nous travaillons depuis des années, et qui font pourtant une partie de leurs affaires à l'étranger, nous disent: on a besoin de territoire. Pourquoi ? Parce que demain, pour se développer, elles auront besoin de compétences, et pour avoir des compétences, il faut aussi des crèches, des logements, des services culturels, bref il leur faut des territoires attractifs. Mais elles ont aussi besoin, pour rester compétitive, d'innover tout azimut. Or, elles se rendent compte que l'innovation de demain passera davantage par la mise en réseau de nombreux acteurs et de leur possible co-action. En d'autres termes, la durabilité des entreprises passera de plus en plus par leur inclusion dans des territoires attractifs mais aussi actifs.

**N'y a-t-il pas à la fois, cependant, une territorialisation et une dé-territorialisation, du fait d'entreprises qui, tout en étant physiquement sur le territoire, ne jouent pas le jeu ?**

*Dominique* : Le territoire n'est pas un carré fermé, un vase clos. On vit en relation avec l'extérieur. Par exemple, nous avons des projets avec une coopérative qui est à 400 km de nous.

*Guillaume* : Le territoire ne doit pas être confondu avec le local. Le local, c'est la proximité; le territoire c'est l'espace où je co-agis.

*Dominique* : J'ai vu une statistique: un millions de consommateurs sur la région toulousaine et 80% de la viande qui y est consommée vient de l'étranger alors qu'à moins de cent kilomètres, il y a des éleveurs qui cherchent désespérément des débouchés...

**Ce n'est pas un peu « bobo » ce regain d'intérêt pour le local ?**

*Dominique* : Que cela ait l'air bobo ou non, on est obligé de constater un mouvement. On pense ce qu'on veut des AMAP, mais il s'en est créé 1200 en France en cinq ans. Le consommateur veut donner, de plus en plus, du sens à ses achats, au point même que la grande distribution renoue avec des fournisseurs locaux et l'affiche. Mais ce que le consommateur recherche, au-delà du sens, c'est une co-action, et ce qui est important pour moi, c'est que le producteur et le consommateur se parlent à nouveau et co-construisent des projets. D'autres phénomènes participent du même mouvement: le crowdfunding par exemple. C'est un phénomène qui interroge les banques.

*Guillaume* : La question du territoire est symptomatique de notre époque: veut-on prendre en charge la complexité du monde qui nous

entoure - et alors on devra faire territoire - ou considère-t-on que la réussite d'une société se mesure seulement à quelques critères comme le PIB ? Tout dépend de ce que l'on recherche. Vous connaissez le graphique d'Ulanowicz: le rapport entre performance et résilience. Plus de l'une signifie moins de l'autre. La question est: où voulons-nous placer le curseur ? La performance est mono-critère et pour cela le territoire n'est pas le meilleur outil. En revanche, il constitue le meilleur outil pour trouver l'optimum entre résilience et performance. Faire territoire, c'est un choix de société. Faire territoire, c'est le monde d'après.

*Propos recueillis par Claude Roger.*

## Bio Express

---

*Dominique Olivier est arrivé sur le territoire en 1978, fraîchement émoulu d'une école d'ingénieur agricole. Il a d'abord opéré en tant que conseiller technique sur le secteur, puis à rejoint la coopérative de Lacapelle-Marival, alors en pleine restructuration. Cette petite coopérative n'a pas tardé à fusionner avec sa voisine de Bagnac, dans l'objectif de créer une coopérative de territoire. Il a pris la direction de la nouvelle entité en 1985.*

*Passionné par ce territoire et conformément aux souhaits du conseil d'administration, il s'est attaché à renforcer les liens entre agriculture et territoire et à faire entendre la voix des agriculteurs. Faisant écho au crédo « pas de pays sans paysan », il s'est employé à ce qu'il n'y ait pas de Ségala sans coopérative agricole, afin de pouvoir préserver la spécificité de l'agriculture locale, la ruralité pouvant être le creuset de nouvelles solidarités.*

---





Rob Hopkins

## La puissance inexploitée du consentement de la communauté<sup>1</sup>

**Quand une autorité administrative délivre un permis de construire alors que la population est opposée au projet concerné, n'y a-t-il plus qu'à battre en retraite ? Quelles options reste-t-il ?**

Alors que les services d'urbanisme du district de South Ham viennent de donner au duc de Somerset l'autorisation de fermer la dernière laiterie de Totnes pour la remplacer par 83 habitations, je veux approfondir la question des moyens dont peut disposer la population locale pour invalider ou rendre inopérante cette autorisation.

Quand une telle autorisation vient miner la résilience d'une communauté, impacte la qualité de son cadre de vie, voire va à l'encontre des orientations du Gouvernement, nous sommes dans le registre de la morale et de l'éthique.

La ferme de la Grande Cour se trouve à côté de Totnes. C'est une ferme laitière que la même famille exploite depuis quatre générations, et c'est la seule du territoire. La terre sur laquelle elle est installée appartient au duc de Somerset, un descendant en droite ligne du frère de lady Jane Seymour, l'unique épouse d'Henri VIII à être décédée

de mort naturelle. Le duc possède 2 800 hectares autour de Totnes, dont cette ferme. L'an passé, le duc a procédé à deux consultations publiques dérisoires (j'ai assisté à l'une d'elles), avant de soumettre une esquisse d'aménagement. Dire que ce projet a été tout de suite impopulaire est un euphémisme. L'affiche conçue par les « amis de la Ferme de la Grande Cour » et intitulée « Le duc est-il un danger ? » a reçu beaucoup de marques d'approbation. Totnes croule sous la pression de nouveaux projets: des centaines de vilaines maisons sont en construction ou sur le point de l'être. Le prix moyen d'une maison individuelle dépasse 300 000 £, alors que le salaire moyen annuel n'est que de 21 000 £: chaque année voit ainsi son lot d'exode de jeunes gens qui fuient vers des contrées plus abordables.

Le projet de destruction de la ferme de la Grande Cour est catastrophique, tout comme nombre de projets issus d'une politique nationale qui prétend oeuvrer en faveur du développement durable. Compte tenu des très bas standards de qualité retenus, cette politique est une porte ouverte au laisser aller. Les partisans du projet avancent que la ville de Totnes offre des commerces, des écoles et des facilités de transport, ce qui la rend candidate à la construction de plus de logements. Le simple fait qu'un lieu propose des commerces et des

---

<sup>1</sup> Cf. Article publié en ligne le 16 février 2015:  
<https://www.transitionnetwork.org/blogs/rob-hopkins/2015-02/planning-untapped-power-community-consent>

écoles suffit donc pour que l'administration le qualifie de « durable ». Si j'avais su, il y a huit ans, que ce fût si simple, je me serais épargné toute cette réflexion sur la Transition !

Les coupes budgétaires du Gouvernement ont tellement affaibli les services d'urbanisme qu'ils n'ont plus aucune influence, que n'importe quelle proposition peut être soumise et acceptée et que toute cette paperasserie dont on devait se débarrasser semble soudain retrouver de l'attrait. Dans tout le pays, à l'appel des urbanistes, le niveau des projets acceptés a été quasiment ramené à un degré d'exigence zéro. Il y a cinq ans, on nous disait qu'en 2016 toutes les nouvelles habitations devraient être « zéro carbone ». Ces bonnes intentions sont bel et bien oubliées. Ce qui prime aujourd'hui, c'est une ambition très modeste en matière d'efficacité énergétique.

Le projet de la Ferme de la Grande Cour a été approuvé par les conseillers, prétendument selon des critères de développement durable et avec, étrangement, le vote d'un fermier voisin. Or ce projet aggravera considérablement la congestion du trafic, réduira la qualité de vie des résidents et posera des problèmes de sécurité routière. Il accroîtra l'engorgement des écoles primaires et des services locaux déjà saturés. En raison de l'éloignement de la ville, les futurs habitants seront condamnés à utiliser leurs voitures. Aux 400 maisons déjà autorisées s'ajoutera un nombre d'habitations inacceptable pour cette petite ville. Et sera consacrée la disparition de la dernière laiterie de la ville.

Carol Wellwood, élu de la ville de Totnes, a déclaré que cette décision était un désastre pour la ville. La réponse du duc à ces problèmes inévitables de transport et de trafic ? Une bicyclette et un pass de bus gratuit pour chaque résident. Etant donné la topographie des lieux, il aurait mieux valu offrir des bicyclettes électriques ou de cross, ou

un téléski, mais aucun bus ne pourra parvenir jusqu'au site. D'autre part, il n'y a aucune raison de penser que ces maisons seront d'un standard environnemental supérieur à celui des habitations qui sont aujourd'hui en cours de construction dans les environs.

**Que peut faire une population face à un projet de développement dont elle ne veut pas ? Lorsque ce développement du « tout constructible » est généré frénétiquement par un gouvernement qui confond la croissance avec une économie de la construction illimitée, faut-il baisser les bras ? N'y a-t-il plus rien à faire ?**

Je ne le crois pas.

A quoi ressemblerait une situation où la communauté locale retirerait son consentement ?

Il y a déjà eu des précédents. En 2008, les activistes de Greenpeace, qui avaient détruit la cheminée d'une centrale à charbon, ont été reconnus non coupables pour avoir prévenu par leur action une dégradation du climat. En 2000, cinq autres activistes de Greenpeace, qui avaient occupé un incinérateur, ont été disculpés pour les mêmes raisons. En 1999, trois femmes n'ont pas été poursuivies alors qu'elle avaient causé des dommages évalués à 80 000 £ à un sous-marin nucléaire Trident, au motif qu'elles combattaient les plus grands dommages qu'engendre la guerre, et, de même encore, en 1996, ont été blanchies quatre femmes qui avaient causé pour 1,5 million £ de dégâts à un avion de combat dans l'usine de British Aerospace.

Ce que je propose, ce n'est pas une action aussi directe que les cas évoqués ci-dessus, mais c'est le retrait du consentement de la communauté. Ce qui est démontré ci-dessus, c'est qu'il est justifiable de s'opposer à quelque chose qui, même légal, s'avère plus négatif que

positif si l'on prend du recul. Les leaders de trois partis politiques à Westminster ont récemment signé un engagement pour négocier un traité sur le climat qui limite à deux degrés la hausse de la température, seuil considéré comme acceptable pour le réchauffement climatique. Nous devons les aider à tenir cet engagement - bien que, pour dire la vérité, ce soient les mêmes qui aient soutenu la récente « loi sur les infrastructures », le jumeau maléfique de la loi sur le changement climatique qui oblige le Gouvernement à soutenir l'économie pétrolière du Royaume-Uni.

Limiter à deux degrés l'augmentation de la température oblige le secteur de l'habitat à d'immenses efforts de réduction des émissions de carbone. Le projet du duc est totalement en porte-à-faux avec cela, tout comme les constructions bon marché qui environnent la ville. Ce sont des chantiers qui correspondent aux standards du 20e siècle et non du 21e.

La ville a aussi besoin de logements à loyer modéré (le projet de la Grande Cour promet d'y affecter 44% de son parc, alors que l'on sait déjà qu'après marchandages, pour raisons de faisabilité, on sera autour de 17,5%). La ville a besoin de travail et de formation pour la population. Elle a besoin de conserver les activités de la ferme. Elle a besoin de routes sûres et d'air pur. Le projet de la Grande Cour ne répond à aucun de ces besoins. Si les services publics ne peuvent garantir ces objectifs, la communauté locale, alors, peut avoir un autre choix : retirer son consentement. Et ce pouvoir de consentement est peut être plus puissant que ce que nous croyons. A Hay-on-Wye, la population ainsi que des architectes et des urbanistes ont contrecarré le projet de vente d'une école locale que devaient remplacer des maisons individuelles et un nouveau supermarché, et a proposé un projet alternatif qui est en cours de réalisation.

Il y a d'autres précédents proches de Totnes. Costa Coffee a renoncé à ouvrir une succursale en ville bien qu'il en eût reçu l'autorisation. C'est la campagne « anti Costa » qui a convaincu le patron de Costa, après une réunion avec le maire et des commerçants locaux, de renoncer au projet. Une campagne dans le village voisin de Dartington « Ne coulez pas Dartington dans le béton » a également fait reculer le projet de construction de DHT. Cette campagne, qui s'est appuyée sur des pétitions, une marche collective et un vote de défiance de la communauté locale, a abouti à une volte-face de DHT qui a présenté ses excuses à la population et aurait pu se solder par la démission du CEO.

Le projet local intitulé « Atmos Totnes Project »<sup>1</sup>, créé par la société de développement de la communauté de Totnes, a modélisé ce à quoi ressemblerait une bonne consultation de la population et à quel type de développement cela pourrait conduire.

### **Alors, comment pourrait se manifester le retrait de l'approbation par la communauté de Totnes au projet de la Ferme de la Grande Cour ?**

Nos amis ont :

- lancé une pétition demandant au duc de renoncer à son projet (déjà 377 signatures recueillies depuis la semaine dernière) ;
- commencé à planifier une série d'événements pour attirer l'attention du public sur les manœuvres du duc ;
- et - ce que je préfère - planifié un projet de demande d'autorisation pour la construction de logements à loyer modéré en face de la résidence du duc.

---

<sup>1</sup> <http://atmostotnes.org>



# No Confidence

## Ballot Paper



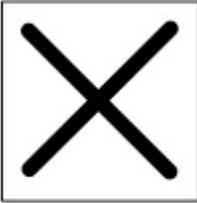
*I confirm that I am a resident of Dartington and am over 16 years old.*

I ..... have  
**no confidence** that Dartington Hall Trust  
are acting in the best interests of our village  
in proposing 14 greenfield sites for the  
development of at least 500 houses.

Address: .....

.....

.....



For more information go to:-  
[www.dontburydartington.co.uk](http://www.dontburydartington.co.uk)

Completed ballot papers will be delivered to Dartington Hall Trust early in December.

Le conseil municipal de Totnes a aussi écrit, avec le soutien de la parlementaire Sarah Wollaston, au Secrétaire d'Etat à la construction pour faire appel du permis de construire.

La lettre adressée au duc se conclut ainsi : « Nous espérons que vous comprenez que c'est en toute conscience que nous ne pouvons laisser passer ce projet. Nous pensons qu'il faut que vous reconnaissiez votre responsabilité vis à vis de la famille Hopper et de la population qui habite sur ces terres dont vous êtes le « gardien », et que vous ne pouvez plus vous cacher derrière vos agents et vos consultants. Nous pensons qu'il vous appartient de reculer dans cette affaire lamentable avant qu'il y ait davantage de dommages et d'argent gaspillé. Nous vous demandons à nouveau de bien vouloir renoncer à ce projet et de travailler avec la mairie de Totnes et Berry Pomeroy pour aboutir à un retrait honorable. »

---

2 National Planning Policy Framework. Cf: [https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/6077/2116950.pdf](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/6077/2116950.pdf)

Dans les interviews motivationnelles, on utilise, pour traiter les addictions, la technique qui consiste à montrer les contradictions entre les objectifs et les valeurs de la personne et son comportement. La campagne « Ne coulez pas Dartington dans le béton » a utilisé cette technique pour mettre en relief le fossé entre les valeurs affichées par DHT et son comportement. Je pense que c'est un outil très puissant entre les mains des communautés qui veulent s'opposer à des projets désastreux. Il permet de faire ressortir les contradictions: l'écart entre ce que la communauté veut, ce dont elle a besoin et ce qu'elle obtient, le fossé entre les valeurs affichées des propriétaires de terrains et le type de développement qu'ils proposent, et le fossé entre les valeurs partagées par la population locale et ce type de développement.

La NPFF<sup>2</sup> établit que pour qu'un projet présenté soit considéré comme porteur de développement durable, il doit démontrer qu'il est durable en terme d'impact économique, social et environnemental. Un projet qui consiste à construire sur le site de la Grande Cour, sur un terrain agricole, des maisons à haute dépense énergétique, en entraînant la disparition d'une affaire familiale, la dégradation de la qualité de l'air, une insécurité accrue pour les piétons, le tout à un prix inabordable pour la population locale, est tout simplement un affront.

Dans ces circonstances, il est temps que, dans notre pays, d'autres communautés s'organisent pour retirer leur consentement à des projets aussi lamentables. D'ailleurs, sans être sauvagement subversive, une telle attitude, mieux que les services d'urbanisme, aiderait le Gouvernement, à atteindre ses objectifs.

Regardons les critères actuels du National Planning Policy Framework :

- Habilitier la population locale à dessiner son propre paysage

- Développer la créativité pour améliorer les lieux de la vie quotidienne
- Soutenir la transition pour consommer moins de CO2
- Offrir à la construction des terrains de moindre valeur environnementale
- Promouvoir le développement et la diversification des terrains et activités agricoles
- Encourager les projets qui mettent l'accent sur la réduction des gaz à effet de serre et la diminution du trafic.

Le projet de la ferme de la Grande Cour est en contradiction avec tout cela. C'est un cas de déni du développement durable dans le Sud Devon. Si nous souhaitons construire une communauté vibrante, résiliente, diversifiée et une économie cohérente pour nos petits-enfants afin de ne pas leur infliger les pires effets du changement climatique, nous devons prendre conscience que les communautés ont plus de pouvoir qu'elles ne le croient. Nous avons développé une démarche de soutien il y a quelques mois dans notre manifeste SWIMBY<sup>3</sup>. Ceci est puissant et tout à fait en adéquation avec la politique affichée du Gouvernement.

Je soutiens qu'un bon développement, qui respecte les besoins des habitants et plus globalement de la planète nécessite, impérativement, que la communauté locale soit engagée dès le début dans la définition d'un projet.

---

3 Something Wonderful In My Back Yard: quelque chose de merveilleux dans ma cour. Echo à l'expression NIMBY, Not In My Back Yard: « pas de ça chez moi », jugée non constructive par l'auteur.

4 Quelques exemplaires sont encore disponibles. Merci de nous écrire à [thygr@wanadoo.fr](mailto:thygr@wanadoo.fr) si vous êtes intéressés.

Nous avons besoin de nouveaux modèles de développement, enracinés dans la gestion de la terre en bien commun, avec une taxe sur la valeur de la terre, un vrai processus de décision locale, une explosion de l'innovation en matière de matériaux de construction, une ré-ingénierie des projets basée sur l'ingéniosité de l'économie locale. Mais nous devons aussi nous mobiliser pour stopper les projets qui sont des affronts aux valeurs de la communauté et qui minent nos économies locales, nous empêchant de devenir résilients. Faisant de la sorte, nous devons nous exprimer sur le modèle de développement que nous voulons, c'est ainsi que nous trouverons l'étincelle d'une créativité foisonnante et d'une réussite collective.

*Rob Hopkins.*

## Bio Express

*Enseignant en permaculture, Rob Hopkins est l'initiateur d'un vaste mouvement qui, partant d'une expérience qu'il anime à Totnes dans le Devon (Grande-Bretagne) inspire des démarches comparables dans le monde entier. Le point de départ de cette démarche est la question: comment vivre, bien, sainement et heureux et comment faire prospérer des communautés résilientes alors que le compte à rebours écologique a commencé ?*

*On trouvera à cette adresse: <http://co-evolutionproject.org/index.php/2010/06/rob-hopkins-et-les-villes-de-la-transition/> une vidéo extraite d'une interview que nous a accordée Rob et qui est reproduite in extenso dans le n° 2 de la revue Transitions<sup>4</sup>.*

*Avec l'aimable autorisation de l'auteur, nous avons traduit et reproduisons ici un de ses récents articles qui se trouve faire écho, dans ce même numéro de Commencements, aux propos de Dominique Olivier et de Guillaume Dhérissard sur la distinction entre ce qui est légal et ce qui est légitime.*

<http://villesentransition.net>

<https://www.transitionnetwork.org>

<https://twitter.com/robintransition>

# Recevoir et soutenir

## *Commencements*

---

Vous avez été nombreux à nous dire combien vous appréciez que Commencements soit une re-vue imprimée avec une recherche d'élégance, et nous sommes très sensibles à ces compliments.

**Cependant, pour assurer la diffusion de son contenu, le développement de notre lectorat et respecter les valeurs que nous promouvons, nous avons dû aussi prendre en compte plusieurs autres éléments :**

- le coût écologique,
- le coût financier de la réalisation pour nous et de l'achat pour certaines catégories de lecteurs,
- la lourdeur (au sens propre et figuré) de la diffusion d'un support matériel,
- les habitudes de beaucoup de lecteurs et leur désir louable de pouvoir partager facilement des contenus.

**C'est pourquoi nous proposons maintenant une nouvelle formule:**

- à partir du numéro 7, Commencements est servi en version numérique aux adhérents qui auront acquitté une adhésion annuelle à The Co-Evolution Project égale à 10 euros (adhésion de base) ou plus (adhésion de soutien laissée à votre appréciation).
- pour ceux qui sont attachés au document imprimé, un recueil annuel des numéros parus pourra être acquis directement sur le site d'une imprimerie en ligne (nous sommes en cours de négociation avec des fournisseurs).

Pour obtenir le bulletin d'adhésion à The Co-Evolution Project merci de nous écrire à : [thygr@wanadoo.fr](mailto:thygr@wanadoo.fr)

## *Remerciements*

Ce numéro de Commencements doit beaucoup à *Rémy Guillaumot, Florence de Peretti, Claude Roger, Isabelle Vétois et Dominique Viel.*

## *Crédits photo*

Pour la photographie de couverture: *Pascal de Cahors.*  
Pour la photographie de la page 4 : *Adrien Groussin.*  
Pour les autres photographies, à l'exception des portraits de Charlotte Debray, Joseph Országh, Guillaume Dhérissard et Rob Hopkins: *Thierry Groussin.*

# Sommaire des 6 premiers numéros

---

## ***Commencements 1<sup>1</sup>***

**Pierre Rabhi**

De l'aptitude à l'intelligence

**L'ARBRE QUI TOMBE**

**Franck Biancheri**

En route pour le monde d'après

**Dominique Viel**

Vers la fin des ressources illimitées

**Jean-Michel Servet**

Le grand renversement: de la crise au renouveau  
solidaire

**LA FORET QUI POUSSE**

**Vérène Nicolas**

Au commencement sont nos besoins

**Michel Guignier**

Retour vers le vivant

**Françoise Lenoble**

L'économie de la relation

**Christian Mayeur**

L'habitat, lieu d'humanité

**Philippe Cacciabue**

Fécondité de l'argent

**Pilar Kaltzado et Begoña Seijas**

Réveiller le territoire

**Sylvie Condaminas**

Entreprises: créer de nouveaux espaces straté-  
giques

**Estelle Boissiere et Alexandre Trepp**

Renouer avec l'aventure humaine

**Pierre Blanc-Sahnoun**

Vivre, c'est choisir une histoire

## ***Commencements 2<sup>2</sup>***

*Libérer la vie*

**Andreu Solé**

La comédie du bonheur

**René Duringer**

« Free lifers »

**Deborah Frieze**

L'avenir sans attendre

**Yeu**

Grains de sel sur une île

**Laure Waridel**

L'insoutenable illusion de notre impuissance

**Antonin Léonard**

Les technologies et la société du partage

**Caroline Gervais**

Entreprises : The Natural Step, un accélérateur de  
durabilité

**Marc Tirel**

La puissance inquiétante de l'école mutuelle

**Sylvie Pouilly**

Ralentir, c'est résister

**CL Claridge**

Australie : <http://www.slowmovement.com/>

« **Demain, la vie** »

A la recherche de soi : expérience d'une mise en  
abyme

**Dr Cyrille Cahen**

Revenir au désir essentiel

## ***Commencements 3<sup>3</sup>***

*Résilience et énergies*

**POURQUOI PARLER DE RESILIENCE ?**

**Thierry Groussin**

De la résilience comme une aventure

**Yannick Roudaut**

La résilience ou la multiplication des initiatives

**VOIX DE RESILIENCE**

**Alain Gras**

Le rêve, la puissance et le doute

**Claude et Lydia Bourguignon**

Le sol, la Terre et la vie

**Didier Christin**

Territoire: le parti du vivant

**Bruno Morleo**

La résilience urbaine: une culture du risque ?

**Michel Bauwens**

Résilience d'Internet, Internet de résilience

**Philippe Derruder**

Monnaies locales: du je au nous

**Rajagopal PV**

Entre la violence et le silence

**Meyer Ifrah**

Les deux ailes du changement

---

1; 2 Ces numéros sont épuisés mais sont accessibles en ligne sur le site  
<http://co-evolutionproject.org>

3 Il reste quelques exemplaires de ce numéro. Nous contacter à [thygr@wanadoo.fr](mailto:thygr@wanadoo.fr) si vous désirez en acquérir un.

# Sommaire des 4 premiers numéros

---

## ***Commencements 4***

*Résiliances et énergies (II)*

**Béatrice et Gérard Barras**

Loin des chemins tracés et des vérités établies

**Bénédicte Manier**

Un million de révolutions tranquilles

**Carole Peppe Hewitt**

De l'argent en circuit court

**Vanaja Ramprasad**

Semences d'avenir

**Florence Devouard**

L'open source, entre dogme, pragmatisme et  
humanisme

**Yves Martignac**

L'énergie désirable

**Bernard Ollivier**

Le chemin de la vie

**Guibert del Marmol**

L'énergie subtile de la métamorphose

**Thérèse et Marc Evin, Sophie Huynen**

La gourmandise des choses simples

**Alastair Hulbert**

Nourritures de l'âme

## ***Commencements 5***

*Ruptures (I)*

**philippe Léna**

L'autonomisation de la technique : libération ou  
asservissement ?

**Robert Castanza**

Changer de théorie économique

**Woltek Kalinowski**

Faire de pauvreté richesse

**Mary Clear**

Le légume comme message d'humanité

**Catherine Berthillier**

Les initiatives extraordinaires de citoyens  
ordinaires

**Bernard Rohmer / Carlos Verkaeren**

Entreprises : investir dans la liberté

**Claude Roger**

Nord -Sud : lequel inspirera l'autre ?

**Louis Campana**

Le choix de désobéir

**Bruce Lipton**

Une Nouvelle Science pour nous guérir et guérir  
la planète

## ***Commencements 6***

*Ruptures (II)*

**Clara Feder**

Le mur de la tentation

**Juliet Schor**

Le matérialisme véritable

**Gérard Barras**

L'enjeu alimentaire

**Philippe Chemin**

Peut-on maîtriser le péril chimique ?

**Philippe Bihouix**

La voie du « low tech »

**Vincent Liegey**

De la décroissance à la Dotation  
inconditionnelle d'autonomie

**Patricia Wilson**

La démocratie en profondeur

**Jean-Michel Truong**

Deux cents milliards au soleil

**Christian Gatard**

Prospective des mythes